

n° 671 du 27 septembre au 4 octobre 1975 3,50 F  
Hebdomadaire du parti socialiste unifié

# tribune

## socialiste



hier au portugal, aujourd'hui en espagne

# les bêtes



# immondes...

# Sommaire

- GAUCHE : le piège ..... p. 4
- CLAUSTRE : le psychodrame ..... p. 5

---

- SOCIAL : les formules magiques ..... p. 6
- RENTREE : 36 ou 40 ? ..... p. 7

---

- DOLE : des trusts qui se tirent ..... p. 8
- MOTOBECANE : le casque bidon ..... p. 9
- LES LUTTES SOCIALES EN BREF .... p. 10

---

- SPECIAL JEUNES - EMPLOI ..... p. 11-14
  - du travail pour tous ! du temps pour vivre !
  - lycéens : Haby nous voilà !
  - étudiants : 600 000 jeunes chômeurs

---

- CORSE : la nouvelle étape ..... p. 15
- ARMEE : le PS et IDS ..... p. 16
- ANTINUCLEAIRE : une large assise .. p. 16

---

- ESPAGNE : la fin d'un règne ..... p. 17

---

- PORTUGAL : L'AVENIR DE LA REVOLUTION ..... p. 18-20
  - recul n'est pas défaite
  - la DPN du PSU : solidarité
  - la réponse à Fernando Marques
  - un acquis : les coopératives

---

- LIBAN-PALESTINE : le tournant ..... p. 21
- DEBAT : la vie (contestée), de M. Thorez p. 22
- CINEMA A TOULON : loin de Bruce Lee p. 23

## ● déception et inquiétude

Nous vous écrivons pour vous dire notre déception, puis notre colère au sujet des numéros de TS parus pendant ces vacances.

D'abord l'interview de Jean Daniel. TS aurait pu choisir d'analyser ce nouvel épisode de la polémique PC-PS. Qu'il ait choisi au contraire d'interviewer Jean Daniel (et de ne faire que quelques commentaires annexés à l'interview) constitue en soi un fait politique et une prise de position. Jean Daniel n'a pas été le dernier à le comprendre, puisqu'il écrivait dans le numéro suivant du Nouvel Obs que toute la « gauche non communiste » — y compris le PSU — lui apportait sa caution. Pourquoi se serait-il gêné en effet ? En lui donnant l'occasion d'une tribune révolutionnaire, TS ne le dédouannait-il pas sur sa gauche ?

Il fallait (évidemment !) dénoncer la confusion entretenue par le PC entre critique de sa politique et « anticommunisme sanglant ». Mais il y avait certainement une autre façon de le faire que de se transformer en porte-voix du chantre de la social-démocratie. L'incompréhension de la rédaction de TS sur la signification que prenait la publication de cet interview est étonnante (...)  
Francis DOYRE, Annie PONTIEN, Christine VARROUD-VIAL, Michel VARROUD-VIAL ■

## ● loin de l'autogestion...

Je lis à l'instant la lettre du collectif de la section de Besançon à TS, au sujet de l'interview de Jean Daniel. Je ne peux que déplorer cette initiative du collectif. Par delà les problèmes relatifs aux rapports des partis entre eux, il me semble qu'un certain nombre de règles d'honnêteté intellectuelle et morale sont nécessaires. Or il est évident pour ceux qui ont lu l'article de Jean Daniel que l'attaque du PC à son égard relève de la plus grossière et de la plus ignoble calomnie. Il était donc normal que TS donne la parole à celui qui était ainsi attaqué, quitte — comme cet hebdomadaire l'a fait — à faire précéder cet interview des réserves nécessaires sur les analyses de Jean Daniel lui-même. Le fond du problème n'est pas la bataille entre le PC et le PS, mais les méthodes, le style stalinien le plus stéréotypé que le PC utilise pour ses attaques (...)

Mais ce problème précis en recouvre de plus larges : en fait, le collectif est marqué par la conception des avant-gardes qui aboutit, comme le PC, à penser que l'on peut forcer un peuple à faire la révolution selon des schémas passe-partout, ce qui conduisit le Portugal là où il en est. Que l'on est loin de l'autogestion !

Pierre LANTZ (Besançon) ■

## ● et la réplique ?

Les événements du Portugal sont une leçon terrible pour l'ensemble des forces ouvrières françaises. Seul le P S U a su mettre en avant une analyse qui correspond à une conception autogestionnaire de la lutte pour le socialisme. L'article du camarade Mousel, dans le T.S n° 667 en est une nouvelle preuve.

C'est donc avec surprise que nous avons pris connaissance de l'interview de M. Jean Daniel dans notre hebdomadaire et sa présentation par le camarade Hercet. Une fois de plus, sous prétexte de se différencier du PC, notre hebdomadaire laisse sans réplique des positions (celles de M. Daniel) qui ne sont que celles à peine déguisées du PS sur le Portugal et dans sa lutte pour l'hégémonie face au PC. Pire encore : l'affirmation par Jean Daniel que c'est du fait de notre Parti qu'il aurait soutenu l'Union de la gauche est laissée sans réponse.

Section PSU Air-Inter ■

# Calendrier politique

## ● MEETINGS PSU

- à Mulhouse le 27 octobre, avec Michel Mousel ;
- à Epinal, le 3 octobre, avec Michel Mousel ;
- Le 10 et le 17 octobre, à Saint-Denis et à Noisy-le-Sec, avec Michel Mousel.
- à Bourges, le 24 octobre, avec Michel Mousel et Maguy Guillien ;

## ● FETE PSU A VALENCE

Dans le cadre de son année d'action, la fédération PSU Drôme-Ardèche organise une fête au palais de la foire à Valence, le samedi 4 octobre, de 14 h à 20 h. Chansons, groupes folkloriques, animation enfantine, stands, buffet. Débat avec un secrétaire national. Participation : 5 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN

Comité de rédaction : Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUZE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18) Distribué par les N.M.P.P. Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET 9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

## le PSU et la culture

Le secteur culturel du PSU, quelquefois accusé d'être une enclave trop discrète dans le parti, axera son effort cette année sur la dimension culturelle des luttes sociales (sur les fronts de l'entreprise, bien sûr, et aussi du cadre de vie, de l'école, etc.). Le moment culturel des luttes récentes a souvent été en effet l'occasion de politiser les luttes et de passer à un stade supérieur de « révolutionnarisation ».

Cet axe devrait permettre d'éviter une dispersion des activités du secteur, de leur donner une signification commune et de les intégrer à l'ensemble de la pratique militante. Travaillant en coordination avec les autres secteurs du parti, le secteur culturel devrait à terme devenir un outil d'interventions concrètes.

Ces quelques lignes pour inciter les camarades engagés sur d'autres fronts « spécifiques » à prendre contact avec le secteur culturel. Réunion : 4 octobre, 19 h, 9 rue Borromée. ■

Pour préparer une formule nouvelle encore meilleure de TS

TS A BESOIN DE VOUS  
TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

● Adressez votre soutien financier au  
PSU « Soutien TS »  
CCP 14 020 44 Paris

Nom :

Adresse :

Montant du don :

● et abonnez-vous à TS...

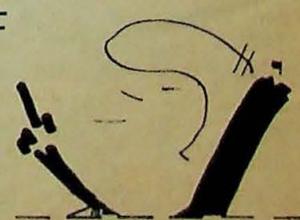
Un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65



C  
F  
D  
T

# IDEAL-STANDARD

Face à la démission des Actionnaires  
**LES TRAVAILLEURS DOIVENT ÊTRE**  
**PRETS A PRENDRE eux mêmes la DIRECTION**  
 des USINES qu'ils ont Créées Par leur travail



Après la DPN du PSU

## Les moyens de notre ambition

C'est dire qu'il ne faut pas s'attendre à une action du gouvernement pour freiner les fermetures d'usines. Face aux initiatives du pouvoir, qu'on aurait tort de sous-estimer, le programme commun est en crise, comme est en crise l'union de la gauche. Le PSU avait eu l'occasion de crier gare contre son caractère fondamentalement électoral qui s'accorde mal à l'évolution des institutions vers le présidentialisme (dont le leader du PS semble savourer les délices par avance). De plus, la tentative de Giscard, pas forcément vouée à l'échec, de déplacer l'axe de la majorité vers le centre rend désuet ce programme avant qu'il n'ait servi. Il n'est pas question de jouer les Cassandre à un moment où il se vérifie que ce projet politique, auquel certains voulaient cantonner l'unité, n'a pas pu en privilégiant la lutte contre les monopoles, capitaliser et dynamiser les espérances de ceux des travailleurs qui avaient placé en lui leur confiance.

Il est urgent qu'une réponse politique offensive soit donnée sans délais. Même si la voix du PSU n'a pas toujours été entendue l'écho cependant n'en est point tari. Plus que jamais, l'unité doit se constituer en répondant aux exigences de la lutte de classe.

La question dès lors est

*M. Fabre fait salon à l'Elysée. La direction du PS se tâte, et celle du PCF psalmodie le Programme commun en surveillant, avec le regard sourcilieux d'un talmudiste, ce qui peut porter atteinte à la « qualité de l'union ». Pendant ce temps, la crise s'aggrave. Pas pour tout le monde, puisque Giscard en profite pour faire au mieux des intérêts d'un capital en voie de restructuration et plus à même de supporter la concurrence.*

donc de reconstruire l'unité sur de nouvelles bases avec de nouveaux objectifs. Le développement de la lutte des classes rend nécessaire et possible, à tous les niveaux, la conclusion de l'accord entre l'ensemble des partis, des syndicats et des mouvements de masse. Déjà le rassemblement du 10 juillet à la tour Eiffel comme la journée d'action

du 23 septembre ont témoigné d'une réelle combativité ouvrière mais aussi de la nécessité d'une perspective unitaire.

Tout en recherchant cet accord, le PSU développera tous ses efforts pour la mise en œuvre de formes d'organisation de luttes populaires, et estime nécessaire l'élargissement des formes de luttes

dans lesquelles les travailleurs s'organisent eux-mêmes dans tous les domaines de la vie sociale, où ils doivent affronter les conséquences de la crise. (voir encadré).

C'est dire que le PSU soutient l'initiative « Rencontre des entreprises » qui expérimentent de nouvelles formes de lutte. Pour approfondir à partir des expériences de lutte le projet qui aujourd'hui peut répondre aux impasses stratégiques des organisations traditionnelles, qui se réclament de la classe ouvrière, le PSU se propose de préparer pour le début de l'année 1976, un rassemblement militant qui s'efforcera, à partir des luttes pour le contrôle et l'autogestion, de définir les chemins du pouvoir.

A la suite de la réunion de la Direction politique nationale du samedi 20 et dimanche 21 septembre, un quotidien parisien-soulignant l'ambition du PSU de contribuer à l'instauration d'une société socialiste autogestionnaire à partir de l'unité des travailleurs-s'interrogeait sur les moyens de notre politique. Tout juste un an après avoir confirmé son option révolutionnaire, le PSU doit se renforcer et démontrer quotidiennement dans les usines et les quartiers qu'il est à la hauteur du projet qu'il porte en lui.

A. TLEMEN

Dans cette perspective, la D P N a tenu à préciser les objectifs que le PSU poursuivra sur le terrain de l'emploi :

- a — la lutte pour une autre répartition des temps de travail ;
  - réduction généralisée du temps de travail et des cadences, sans diminution de salaire ;
  - intégration du temps de transport dans le temps de travail.
- b — concernant les chômeurs :
  - moratoire sur les impôts, les loyers, les dettes ;
  - gratuité des transports, des services sociaux et médicaux, des fournitures scolaires ;
  - extension de la carte de chômage aux jeunes et aux femmes à la recherche d'un premier emploi.



I' union de la gauche et la démarche de Robert Fabre :

# Le piège

La visite que l'apothicaire de Villefranche-de-Rouergue a décidé de faire à l'Elysée agite encore le monde politique. Un incident, en lui-même insignifiant, prend figure d'événement parce qu'il est la marque d'un tournant. Pour apprécier la portée de cette démarche, il faut la replacer dans son contexte, l'examiner du point de vue du pouvoir, de l'union de la gauche et, surtout, des rapports de classe tels qu'ils se présentent après un an et demi de présidence giscardienne.

Incontestablement, l'initiative de M. Robert Fabre constitue pour le pouvoir un succès politique. En souhaitant établir des rapports « normaux » avec l'opposition, Giscard d'Estaing poursuivait un double objectif : enfoncer un coin dans l'union de la gauche, déplacer vers le centre l'axe de la majorité.

Dans la mesure où les principaux partenaires du « Programme commun » ont une position divergente sur leurs rapports avec le pouvoir, où les communistes proclament qu'ils n'accepteront en aucun cas de rencontrer Giscard, les socialistes qu'ils le verront en temps opportun, la manœuvre était facile. Il suffisait à Robert Fabre d'introduire une nuance par rapport à la position de Mitterrand : les radicaux de gauche verraient le président de la République pour lui faire part de leurs critiques.

Ainsi le tour est joué. Un sondage réalisé à point nommé n'a-t-il pas indiqué que la majorité de l'opinion était favorable à ce genre de contacts ? Il sera beaucoup plus difficile, la prochaine fois, aux autres leaders de l'union de la gauche de refuser une invitation de l'Elysée. C'est du moins ce qu'escompte Giscard. Son calcul va plus loin. S'il réussit à entraîner l'opposition dans le jeu des consultations élyséennes, il aura renforcé le système présidentiel. Déjà le Parlement ne joue plus qu'un rôle subalterne. Il sera désormais clair pour tous que c'est à l'Elysée que se concentre la vie politique française. De plus, Giscard pourrait donner à ses décisions un parfum de concertation et accroître dans une large mesure leur prise sur l'opinion. Soit qu'il détache une aile de l'opposition pour la rapprocher du camp majoritaire, soit qu'il entraîne l'ensemble de l'opposition à « dialoguer », le pouvoir a tout à gagner à l'opération.

Il y avait là un piège — ostensiblement tendu — que l'union de la gauche, telle qu'elle est, ne pouvait à la longue éviter. Le pouvoir a joué de ses contradictions internes. Le dernier comité cen-



tral du PCF s'est félicité d'avoir « élevé la qualité de l'union ». Le résultat est probant. Jamais François Mitterrand n'est apparu aussi « sûr de lui et dominateur ». Et voilà que le « fragile » Robert Fabre s'émancipe de la tutelle des deux « grands » de la gauche. En dépit des vives critiques du PCF, les amis du président des radicaux de gauche lui font confiance et il est assuré de celle de Mitterrand. Ainsi les réactions suscitées par la démarche de Robert Fabre sont-elles révélatrices de l'état de l'union de la

gauche face au pouvoir. Après dix-huit mois d'expérience giscardienne, elle ne peut même plus fonctionner comme instrument d'opposition cohérente sur le plan institutionnel.

Qu'en est-il de son rôle dans la bataille politique et sociale ? On aura noté que, contre le « plan de soutien » de Giscard, les partis de gauche n'ont pas éprouvé le besoin d'élaborer une position commune. La mention du « Programme commun » mise par Mitterrand dans son discours à l'As-

semblée et rajoutée au **Journal Officiel** prend valeur de symbole. Le leader du PS avait oublié l'invocation magique et s'est empressé de sacrifier au rite.

Quant au soutien des luttes que mènent les travailleurs, à l'organisation des chômeurs pour leur défense, à la coordination des actions, les partis de gauche se bornent ou à des manifestations sporadiques et concurrentielles, ou à des déclarations d'intention comme le récent appel du PS à des actions communes à la base.

Voilà où nous en sommes au moment où, plan de relance aidant, le pays marche vers les deux millions de chômeurs. Autour de la classe ouvrière, l'immense majorité des salariés et toutes les catégories sociales victimes de la politique du pouvoir pourraient constituer un bloc de forces capable de passer à l'offensive pour mettre en échec le plan Giscard-Chirac, imposer des changements décisifs de structure qui, seuls, permettraient de résoudre les problèmes de l'emploi et de l'inflation. Faute d'une telle offensive, c'est le pouvoir qui continuera de marquer des points en isolant la classe ouvrière, en se présentant, grâce à la division de la gauche, comme l'intercesseur apte à « décriper » la vie politique et sociale en se prêtant au dialogue avec une opposition « raisonnable ».

De l'incident Robert Fabre, de ses tenants et aboutissants, ressort avec force la nécessité de reconstituer, ou plutôt de constituer, l'unité des travailleurs sur une base de classe, sur des objectifs anticapitalistes ne comportant aucune ambiguïté. Notre action de base doit tendre à entraîner dans cette voie les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière.

Victor LEDUC ■

## P.S.U. - Documentation

N° 86 /87 /88 Le chômage sous produit du capitalisme F. 6.00  
 N° 89 /90 /91 Militer contre le militarisme fascicule 1 F. 6.00  
 N° 92 /93 Une section du P.S.U. à PARIS F. 4.00  
 N° 94 /95 Militer contre le militarisme fascicule 2 F. 400

Numéros disponibles :  
 N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00  
 N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00  
 N° 26 Rosa Luxembourg 1.00

N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00  
 N° 42. 43. 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00  
 N° 51 Le recrutement 1.00  
 N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00  
 N° 56.57 Sionisme et libération 4.00  
 N° 67.68.69 Capitalisme et consommation 4.00  
 N° 70.71.72 Coopération du néo-colonialisme 4.00  
 N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil 4.00  
 N° 78.79 Sur la Question agraire 3.00  
 N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte 6.00  
 N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 2.00  
 Abonnement : 20 N° F 30.00

A adresser à :  
 Editions Syros  
 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris

# le psychodrame



Une manifestation des collègues de Françoise Claustre devant le siège du CNRS, à Paris.

Quelle que soient les suites de « l'affaire Claustre » elle sera devenue en quelques semaines, pour le gouvernement français, un problème de première grandeur, et elle aura servi de révélateur à un inconscient colonial un peu assoupi mais encore vif dans la grande majorité de l'opinion française, gauche incluse. La campagne orchestrée par les grands journaux et par l'ensemble des chaînes de télévision et radio a même connu de grands moments : Roger Gickel, rédacteur en chef à TF 1, a plaidé soir après soir contre « l'abandon », pour « l'honneur » de la France, saluant le sursaut du gouvernement (« Enfin... »). A Europe 1, André Arnaud, un des rédacteurs en chef, a plusieurs fois déclaré que « la vie d'une Française valait bien une politique de coopération ». Jean Dutourd, un des « éditorialistes » de France-Soir, déversait sa bile sur « cette bande de loqueteux » du Tibesti et sur « ce petit brigand Toubou », tandis que Dominique Pado, rédacteur en chef de l'Aurore, décrivait « la case où elle croupit depuis cinq-cents jours », brocardait la raison d'Etat et recommandait tranquillement une nouvelle intervention militaire française au Tchad, pour tirer Françoise Claustre de son désert.

Les choses ont été si loin — pour ne s'en tenir qu'aux grands mass media « centristes » —, qu'Alain Duhamel, chroniqueur à Europe 1, s'est cru obligé de rappeler « qu'on n'est quand même plus au temps du père Bugeaud ». Au total, c'est par la droite et par le centre, soutiens traditionnels de la politique d'intervention en Afrique (rebaptisée pudiquement « coopération ») que Giscard a été le plus attaqué dans cette affaire. Comme pour la loi sur l'avortement. La gauche, qui pourtant aurait du se sentir à l'aise dans une affaire qui n'est pas la sienne et qui n'aurait pu se produire hors d'un contexte néo-colonial qu'elle condamne d'ordinaire, s'est sentie paralysée : humanisme, gêne, quand ce n'était pas une franche naïveté : Jean Daniel, la belle âme du *Nouvel Observateur*, se sent « coupable de non assistance à une Française en danger » ; Régis Debray, à la télévision (TF 1), se contente de déclarer : « Il faut tout faire pour la libérer... elle est innocente... c'est odieux » ; François Mitterrand (dimanche soir, sur TF 1) ne dit pas mieux ; des syndicats de chercheurs et d'enseignants organisent des manifestations ambiguës, et font signer des pétitions de style humanitaire. En somme, pour

le salut d'une Française, on a « oublié » la réalité du néo-colonialisme...

Toute cette campagne, comme le note le Comité information Sahel, rappelle fâcheusement — et au delà — la manière dont la presse et le pouvoir s'étaient emparés du problème de la sécheresse et de la famine dans le Sahel : le but était — il est encore aujourd'hui — de gommer la responsabilité historique et pratique des gouvernements de droite français. Stéréotypes, approximations, contradictions embarrassent donc peu leurs auteurs dans cette campagne échevelée, sorte de psychodrame à usage interne, où le chauvinisme français, colonial ou simplement mâle se retrouve entier, dans toute sa variété, appuyant qui sur « la Française », qui sur « la jeune femme », qui sur « l'archéologue », ou « l'Européenne » obligée de s'asseoir « à même le sol », de dormir « dans une case », qui sur la Blanche isolée au milieu des Noirs, etc...

Mais personne pour rappeler ces quelques vérités élémentaires, qui ne font d'ailleurs pas injure à Françoise Claustre. Et d'abord celle-ci : si la « scientifique » (1) n'a pas

choisi, bien sûr, d'être otage, elle a choisi de vivre et de travailler au Tchad ; qui plus est, elle s'est rendue dans une région où l'armée française a commis de nombreuses exactions voici quelques années. Donc, les Tchadiens, elle connaît ; les tapis et les nattes, aussi ; l'âpreté du climat et la misère des gens, à défaut de les avoir vécues elle-même avant son arrestation, elle savait de quoi pournait (2).

Ensuite, si Françoise Claustre est bien sûr « innocente » personnellement et l'objet d'un marchandage qui a pris un tour absurde et dramatique, elle est « française », justement, dans une ancienne colonie française où De Gaulle, puis Pompidou et Giscard n'ont cessé d'intervenir directement (3) ; qui plus est, elle est — excusez du peu — l'épouse du chef de la Mission de réforme administrative du Tchad (MRA), un organisme chargé primitivement de ressusciter les anciennes structures administratives coloniales, puis spécialisé dans des opérations de « développement »...

Bref, aucune présence française n'est complètement « innocente » au Tchad, plus encore que dans les autres anciennes colonies d'Afrique. On comprend mieux ainsi la facilité avec laquelle la république fédérale allemande avait pu obtenir la libération du docteur Staewen, arrêté au même moment que Françoise Claustre ; et aussi les raisons pour lesquelles les maquisards Toubou ont exécuté un des premiers négociateurs envoyés par Tombalbaye et Giscard, le commandant Galopin, qui se trouvait être un des chefs de la police de N'djamena (ex-Fort Lamy) et un des responsables de la répression contre les opposants ; et enfin le « prix » qu'un maquis isolé (et contesté, notamment par le FROLINAT) comme celui d'Hissen Habré, qui a eu à combattre les unités des armées française et tchadienne, attache à la détention de pareils otages, quel que soit le jugement qu'on puisse porter sur pareilles méthodes.

Philippe MARIÉLIE ■

(1) Il y aurait beaucoup à dire sur les conditions de la recherche française au Tchad et ailleurs en Afrique...

(2) Pour une fois, nous avons un allié à droite : « Si Mme Claustre n'avait pas été à un endroit où elle n'aurait pas dû être, probablement n'aurait-elle pas été enlevée par les rebelles » a déclaré récemment au « *Nouveau Journal* » le camarade Michel Jobert. Le psychodrame continue...

(3) De nombreux ressortissants français détiennent encore au Tchad les postes-clé de l'administration, de l'armée, bien sûr de l'économie et de l'enseignement, mais aussi de la police, du deuxième bureau, etc.

un policier devant les juges :

## Justice de mon pays...

Encore un procès scandaleux — la liste est monotone — celui du sous-brigadier Robert Marquet, accusé d'avoir abattu un Algérien dans un commissariat, avec une mitraillette. Il

a fallu trois ans pour voir la couleur du dossier, et encore est-ce pour assister à une formidable pantalonade : d'abord le policier assassin est jugé par un tribunal correctionnel, et non

par une cour d'assises ; ensuite, à y bien regarder, la « justice » — qui admet d'emblée la thèse d'homicide involontaire — ne reproche qu'à Marquet que d'avoir utilisé une arme non réglementaire, au lieu de tirer simplement un coup de feu avec son pistolet (qu'il n'avait pas) ; enfin, une fois de plus — et pour protéger la grande machine policière — le dossier a été truqué, le procureur s'est mué en défenseur, le président

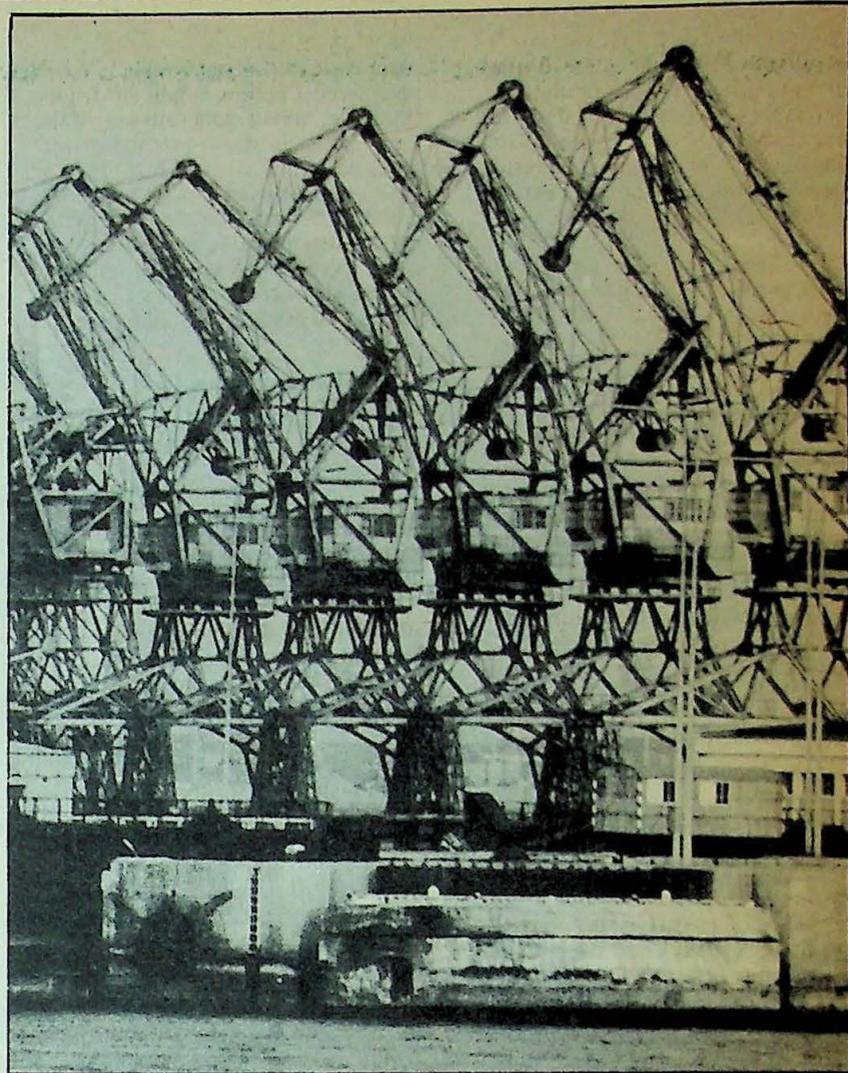
n'a pas caché de quel côté penchait sa raison... et son cœur. Les débats ont été si pénibles que de nombreux chroniqueurs judiciaires ont perdu leur sang-froid : « Il paraît même, écrivait Bruno De-thomas dans le *Monde*, que Mohamed Diab est vraiment mort le 29 novembre 1972 dans un commissariat de Versailles, qu'il avait vraiment une femme et quatre enfants... ».



# les formules magiques

Extension des luttes ! Certes, mais comment ? Appels à l'unité ouvrière et à l'unité populaire, oui bien sûr ! Mais ces journées du 23 septembre et du 4 octobre ne seront-elles pas une réponse, un peu traditionnelle, qui n'aura pas plus de suite que les multiples interventions d'élus communistes et socialistes depuis des mois ? Avoir des mots d'ordre unifiants du type « 35 heures pour tous sans réduction de salaire », oui ! Pratiquer la diminution du temps de travail partout où le patronat impose chômage partiel, fermetures d'usines dans certaines unités des trusts, oui ! Mais comment ?

Telles sont les questions qui, en cette rentrée sociale, se posent au mouvement ouvrier. La dernière CNE du 13 septembre les a posées en fonction des possibilités d'intervention et de la stratégie du parti : le contrôle ouvrier et l'unité populaire. Les réponses ne sont pas simples. Nous sommes dans une crise qui accentue les contradictions aussi bien au sein de la classe bourgeoise qu'à l'intérieur du mouvement ouvrier.



Pour la classe ouvrière, la connaissance de cette crise est venue par ses conséquences : montée galopante du chômage et baisse du pouvoir d'achat chez les plus défavorisés : ceci explique cette révolte que Victor Fay évoquait la semaine dernière dans l'édition de TS. Les travailleurs divisés observent chaque matin avec inquiétude qui n'est plus là, qui arrive en retard et sera victime des mouchards lors de la prochaine vague de licenciements. S'ils se tournent vers les organisations ouvrières, ils trouvent un arsenal de réponses assez vide. La

crise a, en effet, trouvé la gauche et les syndicats désarmés. Eux dont la stratégie et la tactique se sont toujours situées dans le cadre d'une économie capitaliste apparemment prospère sont tout à coup pris en porte à faux. Défendre la société de consommation, telle est la réponse : on en appelle à la prospérité.

## un arsenal bien vide

En fait la prospérité s'essouffle. Elle était basée sur la dynamique de l'accumulation de marchandises

à vendre et de matériel pour les produire. Cette dynamique avait comme supports la déqualification de millions de salariés, l'accroissement considérable des OS, l'augmentation des cadences, la parcellisation des tâches.

Mais la rentabilité a baissé cette année. Les immobilisations colossales de capital pour acheter un matériel plus moderne, plus adapté à la concurrence internationale, ont sélectionné les entreprises et les branches les plus compétitives. L'Etat les a généreusement dédommagées de cet effort, mais les

bénéficiaires de cette mansuétude, le plan Giscard le prouve, sont peu nombreux. Ce sont ceux-là qui aujourd'hui n'hésitent pas à sacrifier l'emploi et opèrent concentrations, fusions, faillites, implantations dans les pays en voie de développement.

Ce processus paraît simple. Il trouve souvent la classe ouvrière



prête à se battre, à résister. Mais pour créer les conditions d'une nouvelle reprise de l'accumulation, pour rétablir la rentabilité dans la phase aiguë de concurrence qu'ils connaissent, les patrons doivent museler la classe ouvrière. C'est ce qui s'est passé cette année.

L'offensive patronale, en dehors du processus de réduction de l'emploi, s'est développée sur différents plans.

Sur les salaires. Dans une période d'inflation, le patronat et le gouvernement se sont efforcés de maintenir, au cours des négociations ou sous la pression des luttes, le principe selon lequel les salaires devaient suivre les prix, mais pas plus. Avec un indice des prix truqué, on devine sans peine les conséquences : pouvoir d'achat de plus en plus faible pour les plus défavorisés, inégalités croissantes.

Sur les conditions de travail, le patronat n'a rien cédé. A Usinor, il a usé de la répression. Pour lui, toute réduction de la charge de travail de ceux qu'il continue à payer est impossible. Il faut rentabiliser au maximum le matériel : peu importe les accidents du travail, les cadences accélérées. Bilan, des catastrophes comme celle de Liévin dans les mines.

Division des ouvriers par le chantage à l'emploi et une politique sélective des licenciements ; négociations quand le flot du mécontentement devient dangereux (90 % du salaire en cas de licenciement pour raison économique) ; promesses de réforme sur les entreprises, sur les inégalités, en faveur des immigrés, de la revalorisation du travail manuel ; répression des noyaux durs de résistance et licenciements de délégués syndicaux. C'est la panoplie des armes de la bourgeoisie.

### L'attente

Qu'a fait la classe ouvrière ? Dans l'ensemble, il faut bien le constater, elle a attendu. Quoi ? Que la crise passe ? Que la gauche arrive au pouvoir ? Que d'autres patrons reprennent sous leur houlette des usines en faillite ? Il y a un peu de tout cela. Or à l'offensive très habile du pouvoir, il fallait une réponse foudroyante. Les postiers l'avaient compris : mal relayée par toute la fonction publique, leur grève fut une fin de non-recevoir pour toute la classe ouvrière. Les états-majors syndicaux minés par l'échec de Mitterrand et par le début de la querelle PC-PS n'ont pas su regrouper autour d'eux les combats des travailleurs. Entre l'offensive de Giscard et le début de l'inflation galopante en septembre 1974 et le rassemblement des 400 usines en occupation du 10 juillet, neuf mois se sont écoulés : combien de conflits ont pourri, combien d'usines ont fermé leurs portes ? Des dizaines.

Pourtant il y a eu Annonay, Everwear, Teppaz, etc... Ces luttes offensives peu liées les unes aux autres ont dans la plupart des cas débouché sur des demi-victoires. Il aurait fallu que la volonté de contrôle ouvrier qu'elles traduisent, le goût d'un autre travail qu'elles démontrent concrète-

ment en brisant les cadences, les formes de débat collectif qui rompent avec l'action syndicale traditionnelle, soient généralisés. Mais l'ensemble du mouvement ouvrier a été cantonné dans la légalité des pétitions, des menaces en forme de bulletins de vote. Or c'est le patronat qui use de plus en plus de l'illégalité avec ses chiens, ses milices, ses bandes armées et les licenciements abusifs (comme Fleurance)

### L'autoréduction, pourquoi ?

Les appels de l'extérieur à la coordination des luttes ne suffiront pas à empêcher le patronat d'attaquer sans cesse les conditions de vie des travailleurs. C'est une autre stratégie qui doit voir le jour. Le regroupement, fin octobre, à l'appel du PSU, de ceux qui cette année ont montré la voie par les occupations, les ventes sauvages pour sauvegarder leur emploi et en changer la nature sera un début de réponse.

Mais on peut aller plus loin dans la lutte pour l'emploi et le contrôle ouvrier. La désorganisation des chômeurs a pesé lourd cette année. Isolés quand ils n'étaient pas syndiqués, mal rassemblés par les syndicats quand ils y adhéraient, les chômeurs (1,5 million bientôt) n'ont pu se battre pour un autre destin. Or on peut les regrouper autour de besoins vitaux : gratuité des transports, gratuité des soins, report des impôts. Voilà des mots d'ordre pour les comités de chômeurs.

Dans le cadre des licenciements massifs, les décisions patronales sont à combattre. Souvent préparées de longue date dans le secret des états-majors, elles tombent comme des couperets. Mais le patron a besoin des stocks, des machines, de ses livres de compte : leur saisie par les travailleurs donne un moyen de contrôle essentiel face aux directions. Elle permet de créer un autre rapport de force.

Dans le cadre du chômage partiel, c'est au niveau de tout le trust qu'il faut demander une répartition du temps de travail, une baisse des horaires sans réduction de salaires. Si le patronat refuse, l'autoréduction des horaires et des cadences s'impose. Cette bataille pour l'autoréduction du temps de travail comme réponse aux problèmes de l'emploi n'a de sens que si elle est appliquée massivement. Si elle doit rester un point de plus dans la plateforme revendicative intersyndicale, elle n'a aucune chance d'aboutir.

A travers l'autoréduction, se propulse toute une conception de la croissance, du travail, de la vie, de l'autogestion. La proposer aux travailleurs sera notre tâche. Qu'elle soit appliquée et entendue relève aussi de la capacité du mouvement ouvrier, des centrales syndicales à ne pas attendre les élections de 1978 comme on les y a invités encore récemment. Mais elle ne peut servir à remplacer une formule magique, l'électoratisme, par une autre.

Yves SPARFEL ■

la rentrée sociale :

# 36 ou 40 ?

Beaucoup de chiffres dans l'actualité sociale de cette semaine. Du côté syndical, on compte les participants aux manifs de la rentrée sociale : 100 000 à Paris. Du côté du pouvoir, on compte les sous à déboursier pour faire semblant de céder, pour avancer l'âge de départ à la retraite : ceux qui partiront à 60 ans toucheraient 35 à 40 % de leur salaire. Les syndicats réclament 75 %.

◆ Quelques statistiques permettent de mesurer la popularité de la retraite à 60 ans : moins de 6 000 F par an pour deux retraités sur trois au régime général alors que des cadres reçoivent trois à six fois plus.

Atténuer un peu, disent Giscard et Chirac en proposant aux syndicats de les « consulter ». Des négociations immédiates, tripartites, pour la retraite à 60 ans et les 40 heures, disait G. Ségué à l'heure même où se réunissait le comité interministériel.

La journée du 23 septembre a démontré l'impact de ces deux revendications, mais le problème est-il là aujourd'hui alors que de nombreuses usines ne travaillent plus que 36 heures, que Ferry, le patron de la si-

type de réponse. Ainsi à Naphtachimie de Martigues-Lavera (Rhône-Poulenc), on ne travaille que 36 heures mais on est payé 40. Les travailleurs font donc grève, ralentissent la production. Diminution du temps de travail et diminution de la charge de travail vont ainsi de pair : autoréduction ! Dans une entreprise plus modeste, le comptoir pharmaceutique de Savole, les 30 employés (dont 25 femmes) occupent. Contre la menace de fermeture, elles ont mis pour 600 000 F de stocks « à l'abri ». Dans une entreprise jugée « non rentable » par ses patrons, c'est pas mal ! D'aucuns parlent déjà d'un Lip savoyard : Lip, ce mot tant honni par certains, fleurit aujourd'hui dès qu'une menace de fermeture est agitée.



dérurgie, obtient de l'Etat la prise en charge à 90 % de la part patronale d'indemnisation du chômage technique ? Dans la sidérurgie, on ne travaillera plus que 35 ou 32 heures avec des pertes de salaires horaires de 50 % pour les heures perdues.

Des travailleurs de Rhône-Poulenc criaient lors de la manifestation du 23 « 36 heures par semaine oui ! mais payées quarante ! ». C'est de ce côté-là qu'il faut chercher une riposte réelle des travailleurs. Ils n'ont pas à faire les frais du plan de récession.

Deux autres slogans contradictoires ont résumé cette journée intersyndicale : « unité, action, Programme commun ! » a dominé à la manif de Paris car la CGT y était très largement majoritaire. En écho lui répondait « la seule relance, c'est l'action des travailleurs ! » crié par la CFDT.

Tous deux sont un reflet de l'état actuel de la lutte de classe en France : de gros bataillons attendent une perspective politique qui, depuis l'échec de Mitterrand, ressemble plus à un leit-motiv qu'à un espoir. Mais, ailleurs, des initiatives sont prises qui ouvrent la voie à un autre

Cette mise en relation de deux types de réaction de la classe ouvrière et de ses organisations syndicales peut paraître simpliste. Il est vrai que beaucoup de conflits durs ont pourri dans l'isolement. Mais répond-on à la difficulté de créer un véritable rapport de forces en demandant de véritables négociations tripartites à un pouvoir politique qui se permet ouvertement de renflouer les patrons et de ne céder que des miettes aux ouvriers ?

Beaucoup de travailleurs répondent non : ainsi les postiers qui ont « officialisé » les grèves partielles menées par 3 000 d'entre eux, en entrant tous en action le 24 septembre. Ainsi tous ceux qui occupent et s'interrogent : droit à l'emploi, oui ! Mais pour quel travail ? Pour produire quoi ?

Une question que beaucoup de jeunes chômeurs ou demandeurs d'emploi (45,8 % des chômeurs ont moins de 25 ans) poseront au prochain rendez-vous CGT-CFDT, celui du 4 octobre. Une question à laquelle le PSU répond : contrôle ouvrier et autogestion.

J.-Y.R. ■



Dôle :

# Des trusts qui se tirent

A Dôle (Jura) trois usines en grève, dont deux avec occupation, illustrent bien l'offensive actuelle des trusts multinationaux dans certaines branches de l'industrie : Jeunet (cycle), Idéal-Standard (chaudières), Jeanrenaud-ITT (électronique).

Les travailleurs occupent depuis mai dernier les deux usines de Jeunet où l'on fabriquait des vélos. Mais le conflit semble pourrir malgré la mise en place d'un comité de soutien, une journée « portes ouvertes » en juin, la présence au rassemblement du 10 juillet et la vente sauvage de produits fabriqués à l'usine. Pourquoi ?

## Jeunet : Peugeot veut le vélo

L'entreprise a déposé son bilan et les crédits qui permettraient la reprise sont systématiquement repoussés par le Crédit Lyonnais. Or M. Ceyrac qui est l'un des dirigeants du Crédit Lyonnais est aussi actionnaire de Peugeot. Or Peugeot s'intéresse à tout ce qui est « deux roues » : Il s'agit là plus que d'une simple coïncidence. Mais comment se battre contre une restructuration du cycle en France qui ne dit pas son nom.

Est-ce en faisant, comme le font au niveau local le PC et la CGT, haro sur Giscard, « chef de voûte de monopolisme » ? Est-ce en envoyant des délégations au député-maire centriste Duhamel, ex-ministre ? Certes Giscard doit s'en aller, mais est-ce le seul mot d'ordre sur lequel on puisse mobiliser des travailleurs face à l'offensive d'un trust ? Sûrement pas.

En juillet, faisant l'analyse de l'échec d'un tel type de stratégie, des travailleurs de Jeunet et la section PSU montraient la nécessité d'une collecte d'informations sur le cycle en France et les manœuvres du patronat. Depuis peu, l'affaire Motobécane a confirmé cette nécessité. Mais rien (ou si peu) n'a été fait pour créer des liaisons entre les différentes boîtes en lutte dans ce secteur. Après 75 jours d'occupation, le problème d'une meilleure connaissance de l'adversaire reste posé.

La lutte, faute d'objectifs, s'effiloche. Ouverte vers l'extérieur, appuyée par un comité de sou-



ten, elle devient aujourd'hui défensive et ne regroupe plus qu'une minorité de travailleurs, soutenus de l'extérieur par les unions locales CGT et CFDT qui ont limité les perspectives d'élargissement à un cadre strictement syndical. Ce retrécissement de l'action a coïncidé avec le versement des primes de licenciements, qui a été un facteur de démobilisation supplémentaire. Une nouvelle journée « portes ouvertes » a eu lieu les 12 et 13 septembre mais il est nécessaire de permettre la jonction des différentes entreprises de cycles touchées par les problèmes de l'emploi. Cela suppose une information importante. Nos camarades de Dôle se sont pour cela constitués en équipe, en « intellectuel collectif », avec les ouvriers de Jeunet. Il faut les informer.

Pour riposter au chômage partiel (réduction du temps de travail à 36 heures par semaine) les ou-

vriers de l'usine Jeanrenaud-ITT à Dôle ont bloqué les expéditions au printemps dernier.

Mais l'offensive patronale a repris au début de septembre : la durée du travail n'est plus que de 34 heures par semaine (avec trois jours chômés), soi-disant pour éviter des licenciements, avec comme perspective 32 heures pour octobre. Pour s'y opposer, les travailleurs ont décidé d'occuper l'usine les jours de chômage et de travailler normalement. Ils savent que Jeanrenaud a des commandes urgentes et qu'il fait tout pour augmenter ses délais de livraison, pour justifier le chômage partiel.

Dans cette usine où ils travaillaient au rendement, les ouvriers qui occupent ne pratiquaient pas de réduction des cadences. Mais l'idée se faisait jour. Aujourd'hui le problème ne se pose plus puisque le patron de Jeanrenaud a fait couper le courant dans ses usines afin d'empêcher que le travail se fasse sous le contrôle ouvrier.

## Idéal-Standard : blocage des routes

Depuis un an, toutes les usines d'Idéal-Standard ont connu le chômage partiel (26 heures par semaine). Depuis 1973, les effectifs des usines françaises (Dammarié, Aulnay, Argenteuil, Blanc-Mesnil, Dôle, Autun) ont diminué, passant de 5 700 à 3 500 personnes.

Le 21 juillet, les administrateurs ont démissionné. Le 11 septembre, 2 500 travailleurs manifestent à Paris. La décision de liquidation prévue pour le 15 septembre vient d'être reportée d'une semaine. Est-ce parce que les ouvriers de l'usine d'Autun ont séquestré le député-maire UDR du Creusot et le sénateur maire (RI) d'Autun ? On parle en tout cas d'une reprise de l'entreprise par la Société générale de fonderie.

Alors que l'action continue dans toutes les autres usines (blocage des expéditions à Dammarié (près de Melun), surveillance des stocks à Aulnay), à Dôle 600 ouvriers ont bloqué le départ des trains le 17 septembre, occupé l'Hôtel de Ville et la nationale 73.

Lier entre elles toutes ces luttes qui se déroulent à Dôle est une tâche essentielle. Dans chaque cas on voit se profiler, derrière les réductions d'horaires ou les fermetures complètes d'usines, des firmes multinationales. Mais c'est aussi une bonne circulation de l'information entre toutes les unités du cycle, de ITT et d'Idéal-Standard qui permettra la riposte. Là encore, un test s'offre pour vérifier la capacité d'organiser des luttes mieux coordonnées entre elles (1).

J.-Y. R.

(1) Nos camarades de Dôle souhaitent des contacts avec toutes les sections concernées par ces trois conflits.

## Caron-Ozanne

# Qu'est-ce qu'un soutien pour le PCF ?

Le soutien qu'apporte le PCF aux luttes ouvrières s'est manifesté par la présence des élus communistes dans de nombreuses entreprises et les entraves qu'a mis le pouvoir à ces délégations. Le PSU a dénoncé l'attitude du pouvoir en temps utile. Mais nous devons constater par ailleurs que, dans le cadre de la fête de l'Humanité, la possibilité pour certains travailleurs d'expliquer leur lutte était soumise à une certaine sélection politique.

Les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne à Caen sont en grève illimitée avec occupation des locaux depuis maintenant plus de trois mois.

Plus de 150 familles se trouvent dans une situation financière très délicate. Les grévistes ont alors décidé de remettre la production en marche en imprimant du matériel de soutien permettant de tenir la lutte jusqu'à la victoire. Ce matériel se compose de photos, de posters et du journal *Ouest-Licenciements* dans lequel tous les travailleurs en lutte s'expriment et où les travailleurs de chez Caron-Ozanne dénoncent les mécanismes de la restructuration dans l'imprimerie. Pour la diffusion de ce matériel, les grévistes ont profité de tous les rassemblements populaires afin d'assurer la popularisation de leur lutte et le soutien financier indispensable pour la victoire contre les licenciements.

Les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne ont donc demandé à la fédération du Calvados du Parti communiste français de pouvoir diffuser leur matériel à la fête de l'Humanité, qui serait la « fête des libertés ». Ils ont reçu de la fédération du Calvados du PCF une réponse très alambiquée déclarant notamment. « Nous nous sommes opposés à la vente du n° 3 de *Ouest-Licenciements* pour la fête de l'Humanité pour des raisons toutes simples et bien compréhensibles ; la fête de l'Humanité est une fête populaire, mais aussi une fête politique organisée par le Parti communiste français. Dans ces conditions nous ne pouvons pas permettre que tous les courants de pensée s'y expriment, encore moins si nous ne sommes pas d'accord avec les analyses qu'ils pourraient faire ou qu'ils font, c'est malheureusement le cas dans le n° 3 de *Ouest-Licenciements*.

« Sur ce nous vous réexprimons le soutien de notre Parti à votre juste lutte et nous souhaitons voir votre délégation à notre stand du Calvados et dans l'enceinte de la grande fête de l'Humanité. »

Lors d'une assemblée générale, les travailleurs de Caron-Ozanne ont voté un texte de protestation qu'ils nous ont demandé de publier.

« Une délégation s'est tout de même rendue à la fête de l'Humanité. A cause des mauvaises conditions atmosphériques, la vente militante a été un échec complet pour nous. Nous n'avons pas pu prendre la parole au comité central où tous les travailleurs en lutte s'exprimaient, car l'horaire était dépassé. Nous avons distribué plus de 12 000 tracts sur la fête, et pourtant Caron-Ozanne ne figurent pas parmi toutes les entreprises en lutte présentes à la fête de l'Humanité, citées dans l'Humanité du 15.9.75.

« Le PCF a-t-il vraiment soutenu les travailleurs en lutte de chez Caron-Ozanne en les empêchant de diffuser *Ouest-Licenciement* ?



● Courbevoie :

danger, vie culturelle !

Depuis trois mois les travailleurs des centres de loisir de Courbevoie (CLC) sont en grève. M. Deprez, député-maire de Courbevoie - Républicain indépendant bien connu pour ses opinions antisyndicales (il a voté contre la loi de 1968 reconnaissant les sections syndicales d'entreprise) - refuse les élections des délégués du personnel des centres.

Mais derrière ces entraves antisyndicales, Deprez veut anéantir toute vie culturelle à Courbevoie. Depuis 1968, il tente en vain d'asphyxier la MJC. Qui-conque sort des normes de l'action culturelle officielle (c'est-à-dire bourgeoise) est licencié. Mais M. Deprez ne recule pas non plus devant la calomnie pour discréditer les délégués syndicaux des centres de loisir : c'est ainsi qu'il voudrait tenter un procès pour incita-

tion de mineurs à la débauche en interprétant d'une façon assez fantaisiste un des passages du livre de Bernard Vergé délégué syndical du centre.

La section PSU de Courbevoie a soutenu dès le début les travailleurs des CLC. Elle tente à partir d'un accord minimum sur les libertés syndicales de créer les bases d'une unité d'action. Il semble actuellement que le PC et la CGT désertent ce conflit par peur de cautionner des « gauchistes » qui avancent comme mots d'ordre le contrôle des usagers sur les CLC.

Une manifestation est prévue le 1er octobre : elle est soutenue par la CFDT, le PSU et le PS pour créer les conditions d'une victoire des grévistes des CLC.

● Montluel (ain)

on préfère le moyen-orient

Une autre firme multinationale se présente au hit-parade des restructurations-licenciements : LCF, le Compresseur frigorifique, filiale de Carrier-C°, multinationale américaine, n° 1 mondial de la climatisation et 207ème entreprise des USA.

Le 30 avril, la direction annonce une réduction d'horaire et de salaire de 10 %, le chômage complet de quatre semaines en juillet compensé à 71 %. Elle propose au comité d'entreprise de discuter des mesures adéquates pour « organiser » ces licenciements. La CFDT (très majoritaire) et la CGT refusent de servir de caution.

A la rentrée des congés la direction contre-attaque, annonce au comité d'entreprise 75 licenciements et la suppression de plusieurs avantages acquis : elle bloque les salaires, supprime trois jours de congés supplémentaires transformés en jours chômés, diminue le paiement des 55 minutes par jour pour le casse-croûte et augmente le chômage partiel réparti d'ailleurs inégalement selon les ateliers.

La direction prétend que le nombre

des commandes a fortement diminué. En fait, c'est une manœuvre pour casser LCF. L'idée directrice était d'abord de faire de LCF une grosse entreprise devant rayonner sur toute l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique. Un service informatique très développé avait été constitué. Mais le trust Carrier a bouleversé ses projets : il décide brusquement de disperser les unités de production et rachète à Marlo en Italie, à Gragny dans l'Eure. Il construit en Iran. Il est vrai que le Shah a de l'argent à dépenser... Au lieu d'une grosse usine européenne, on se trouve aujourd'hui avec plusieurs unités de production placées sous l'autorité d'une direction située à Londres.

Les ouvriers de Montluel ne veulent pas faire les frais de cette répartition sur le marché mondial. Ils ont occupé pendant deux heures la N 84 - Lyon-Genève le 9 septembre. Un de ces « bouchons » dont on n'a pas parlé dans les bulletins sur la circulation. Renforcés par le soutien des travailleurs d'Electricfil, Lejaby, la Cellophane (du groupe Rhône-Poulenc) eux-aussi touchés par le chômage, ils étaient 800 à manifester.

● Affaire Fleurance :

au nom de la justice...

Fleurance est militant CFDT. Après mai 1968, il était licencié des Acieries du Forez. Il a fallu attendre sept ans et passer par neuf juridictions différentes pour obtenir un jugement favorable de la cinquième chambre de la cour d'appel de Lyon : Fleurance devait être réintégré.

Mais la direction des Acieries du Forez, obstinée, a refusé d'exécuter cette décision judiciaire. Croyez-vous que les directeurs des aciéries du Forez iront en prison ? Pourtant la police elle-même a été sollicitée pour permettre à P. Fleurance de rentrer dans l'usine les 8 et 9 septembre dernier. Intervention molle ! Les cars de CRS n'embarquent pas des patrons comme on embarque des manifestants. La police s'est trouvée dans l'impossibilité (c'est le terme employé) de faire réintégrer Fleurance.

Toutes les autorités locales se défilent : le préfet, les présidents des grou-

pes parlementaires... Durafour, maire de Saint-Etienne et ministre du Travail, prétend ne pas pouvoir intervenir... au nom de la séparation des pouvoirs.

A Saint-Etienne, cette scandaleuse attitude patronale a été dénoncée dans une manifestation de toute la gauche le 16 septembre. Le PSU avait proposé de remplacer la justice bourgeoise pour replacer Fleurance à son poste de travail, mais cette proposition n'a pas été retenue.

Victime depuis des années de la répression patronale, Fleurance risque encore de ne pas pouvoir travailler. Comme pour beaucoup d'autres militants syndicaux et politiques, l'affaire Fleurance révèle de façon exemplaire ce que valent les bonnes paroles de Chirac sur la concertation et les décisions de la justice bourgeoise quand elles obligent le patronat à la légalité.

Y.S.

A Ruffec (Charente) la population s'est mobilisée le week-end dernier à l'appel des Paysans-travailleurs pour défendre deux fermiers menacés d'expulsion. Des luttes de ce genre se multiplient un peu partout en France. Elles deviennent de plus en plus âpres. Pour les uns, la terre ne représente qu'un capital qui doit être rentable. Pour les autres, elle est leur principal outil de travail : la leur retirer, c'est les contraindre à disparaître. Devant cette injustice, les paysans se révoltent ; les propriétaires et le gouvernement répriment. Les interventions des forces de l'ordre ne se comptent plus : 500 policiers pour déloger un fermier à Mésanger... Cependant la justice du pouvoir frappe toujours, comme à Saint-Nazaire où, une fois de plus, vendredi 19 septembre, douze Paysans-travailleurs ont été lourdement condamnés.

Seule la lutte collective des travailleurs est capable de faire reculer les décisions du pouvoir. C'est ce qu'essaient de réaliser depuis plusieurs mois à Ruffec plus de 300 personnes. En effet, en avril dernier, elles ont envahi le tribunal pour apporter leur solidarité aux fermiers menacés d'expulsion. Le propriétaire, un homme de 56 ans, est à la retraite depuis plusieurs années. Cependant il veut reprendre les 60 ha qu'ils

leur louent, au nom du sacro-saint droit de reprise que l'actuelle réforme du fermage maintient quasi-intact.

Comme d'habitude, le propriétaire est appuyé au tribunal par une délégation du syndicat de la propriété foncière (forte de 15 personnes). sûr de lui, il espère majorer le bail grâce au chantage du congé. Par la même occasion, il cherche à licencier une équipe de paysans particulièrement actifs qui exploitent le groupe (GAEC).

Au cours du jugement qui s'est tenu en mai, le tribunal a refusé de trancher entre le propriétaire et les fermiers. Il ne trouve rien de mieux que de faire subir au propriétaire une expertise médicale pour voir si oui ou non il est apte physiquement à exploiter 60 ha de plus. Bien sûr que oui... répondent les experts.

C'est pourquoi les villageois ont joué samedi et dimanche à Ruffec les personnages du drame qu'ils vivent, en retrouvant les expressions du terroir pour sensibiliser le plus de gens. Seul moyen qu'ils ont pour rétablir le rapport de forces, avant la décision finale du tribunal de Ruffec le 27 octobre prochain !...

Marc DRONNE ■

● Autoréduction

dans les banques ;

c'est possible !

Alors que les horaires des banques en Europe varient entre 35 et 40 heures, les banques françaises continuent en général d'appliquer les 40 heures ; en faisant ouvrir, très souvent, les guichets le samedi en province et dans la banlieue parisienne. Pendant le « Mai des banques », la revendication de réduction du temps de travail « les 35 heures » avait été souvent avancée mais, lors des négociations, le patronat avait refusé d'en parler, et reporté les discussions à plus tard.

Les employés, très attachés à cette revendication, ne l'entendent pas de cette oreille : de multiples exemples prouvent qu'il est possible de faire reculer les banquiers sur ce point. La meilleure solution consiste à réduire d'autorité la durée du travail d'une heure par jour ; c'est ce que les travailleurs de la Banque de France de l'imprimerie de Chamalières (Puy-de-Dôme) dont l'ancien maire est VGE ont décidé de faire au mois de juillet. Leur action a été payante puisqu'un accord a été signé sur la base de 35 h 50 au lieu de 38 h 20 par semaine.

Tous les CTI (centres de traitement de l'informatique de la BNP) se sont mis en grève générale reconductible toutes les 24 heures pour la réduction du temps de travail. Cette grève commencée dans la soirée du 5 septembre s'est terminée le lundi 15 sur une véritable déroute de la direction de la BNP. Il faut préciser, quand même, que ces 600 opérateurs, agents techniques, unis à 94 % dans une action radicale, ont quasiment bloqué le fonctionnement normal de la banque en empêchant les ordinateurs de tourner.

Ces centres travaillaient en 3 / 7,15 ce qui correspond à une semaine de

36 h 15 ; ils passent en 3 x 8 mais avec une semaine de repos compensatoire tous les 3 semaines de travail en équipe, ce qui ramène la durée hebdomadaire du travail aux alentours de 31 heures. Bien entendu, ces semaines se rajoutent aux congés annuels. Les grévistes obtiennent en outre l'abaissement d'une année de l'âge de la retraite pour cinq ans de travail en équipe, tout en gardant les acquis financiers de la dernière grève.

De multiples actions tournent autour de ce thème dans l'ensemble de la BNP. La CGT a distribué au personnel une fausse carte orange demandant le remboursement des frais de transport par la direction : 4 500 cartes ont été signées sur Paris. La CFDT demande, elle, la comptabilisation du temps de transport sur le temps de travail. Toutes ces campagnes trouvent beaucoup d'écho dans le personnel ; une manifestation a déjà eu lieu dans l'annexe Barbès.

Un centre comptable (Barbès) devant être décentralisé au carrefour Pleyel, les employés demandent la réduction d'une demi-heure par jour à cause de l'allongement de leurs transports. Vendredi 19 au matin, au cours d'une assemblée générale, ils ont décidé de débrayer une demi-heure tous les jours pour imposer leurs revendications.

Dans les banques, toutes nos sections font campagne à l'heure actuelle sur le thème de l'autoréduction. « Nous prenons ce que nous voulons, ici et maintenant », ce parfum de mai 68 flotte sur les banques en cette rentrée.

Alain MAMOU-MANI ■

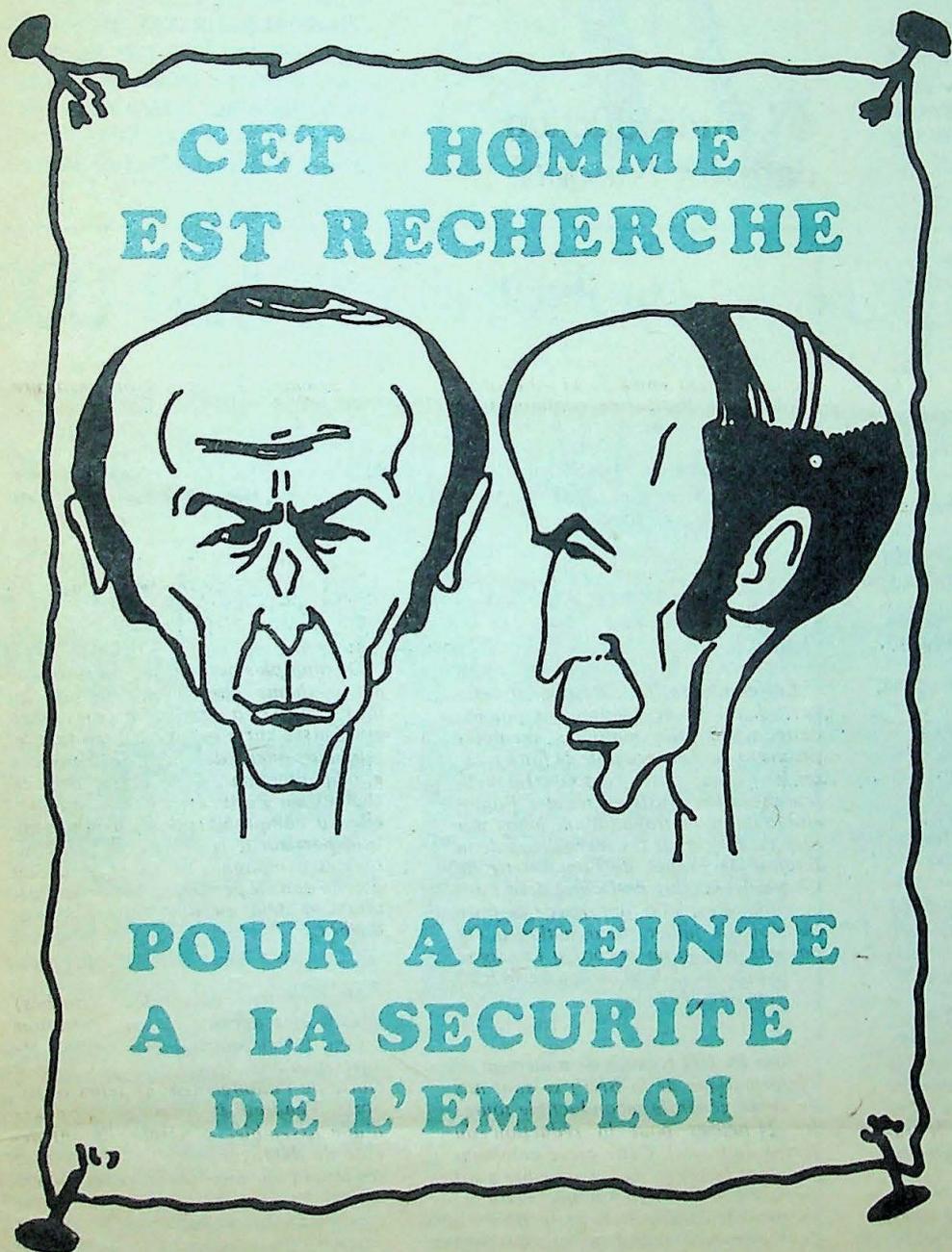
# tribune

Spécial  
jeunes

# socialiste



## ECOLE-EMPLOI : LA CHAÎNE



Trois questions dominent cette rentrée :

- l'accroissement dramatique du chômage des jeunes sortis du système scolaire en juin 1975 (avec ou sans diplômes),
- la mise au chômage de dizaines de milliers de hors-statuts des personnels de l'Education nationale (enseignants-personnels de service et d'administration),
- un coût aggravé des frais scolaires pour les familles de travailleurs (18% de hausse par rapport à 1974).

Cette situation met en évidence le caractère essentiel de l'école, de la maternelle à l'Université : la sélection au profit des classes dominantes.

Le pouvoir veut, en outre, réduire le coût de l'Education nationale en transférant sur les familles le maximum de charges possibles.

Les mesures de circonstances (trimestre de rattrapage en CET, contrats préformation, etc.) visent à camoufler le chômage mais n'assurent aux jeunes ni garantie d'emploi, ni garantie de formation. Elles ne sont qu'un paravent derrière lequel la réforme Haby-Giscard multiplie les barrages ségrégatifs et maintient les enfants de travailleurs dans leur condition d'exploités (barrages financiers, multiplication des paliers d'éviction, manque de places, effectifs surchargés, barrages culturels, etc.).

Dans ces conditions, il n'est pas question de laisser le pouvoir manœuvrer à sa guise : les luttes des jeunes collégiens de CET, lycéens et étudiants doivent s'orienter, en liaison avec celles des travailleurs,

- pour le droit à l'emploi et à la formation pour tous,
- pour une école au service des travailleurs,
- pour le contrôle des travailleurs sur la formation.

Ce numéro spécial veut fournir des éléments de réflexion afin de permettre aux lycéens et étudiants de se mobiliser dans le cadre des actions engagées par les travailleurs contre le plan d'austérité. C'est pourquoi il met l'accent sur les problèmes de l'emploi, sur les conditions de vie et de travail des jeunes. En ce sens les manifestations CGT-CFDT du 4 octobre, que le PSU soutient activement, doivent être le point de départ d'actions offensives contre les conditions de la rentrée, contre la mise en place des dispositions négatives de la loi Haby, pour déterminer le type d'éducation et de formation dans la perspective d'une société socialiste autogestionnaire.

Jean CEVENNES ■

# TOUS A LA MANIF DU 4

# DU TRAVAIL POUR TOUS

Près d'un chômeur sur deux a moins de 25 ans, alors que les jeunes représentent seulement 18% de la population active.

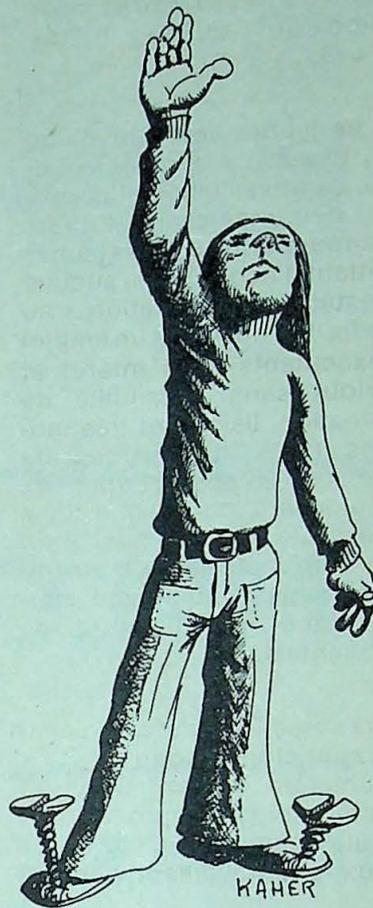
En juin les statistiques officielles avouaient 280 000 jeunes chômeurs, confirmant ainsi que es jeunes sont les premiers touchés par le chômage. Mais ces statistiques sont trompeuses : elles excluent notamment ceux qui ne sont employés qu'occasionnellement et ceux qui cherchent un travail tout en occupant un emploi d'attente souvent déqualifié et sous-payé.

Si on se réfère aux critères du Bureau international du travail, il y avait avant l'été 500 000 jeunes chômeurs. Le seuil des 600 000 risque fort d'être atteint et dépassé avec la rentrée et les arrivées sur le marché du travail. Parmi ces 600 000 jeunes chômeurs, les deux tiers sont des femmes. Ces quelques chiffres situent bien la place que notre société réserve aux jeunes. A l'école

on nous fournit une culture au rabais étroitement adaptée aux besoins du patronat (« CET, c'est déjà l'usine... »). Au service militaire les garçons apprennent à obéir. Quant aux filles, la société les veut soumises à l'« éternel féminin » (la femme-objet) mais aussi aux tâches ménagères. On veut effacer les mauvais souvenirs de mai 68, empêcher les jeunes de contester, quand par exemple ils se retrouvent au chômage.

Pour le patronat le chômage est aujourd'hui doublement nécessaire : c'est une arme pour accentuer la pression sur les salaires et faire face à la crise. Pour enrayer la baisse des profits, l'industrie tente en effet de se restructurer. De son côté Giscard cherche à imposer l'austérité et à camoufler l'ampleur du chômage.

EMPLOI



Pourtant au même moment les besoins sociaux ne sont guère satisfaits. Dans les écoles, les classes sont surchargées et 10 000 auxiliaires sont sans travail. Dans l'industrie aéronautique et les compagnies aériennes, il y a des problèmes d'emploi alors que 4% seulement des Français prennent l'avion et que, pour Air-Inter en particulier, des appareils restent inoccupés. Dans la région parisienne, l'insuffisance des transports en commun est chaque jour plus criante et dans le même temps l'industrie automobile est en crise. Alors que le gouvernement refuse des emplois supplémentaires et les titularisations aux PTT et dans tous les services publics, il « relance » largement les subventions aux entreprises.

Si tout cela est possible dans une société qui se présente comme efficace et rationnelle, c'est que ce sont le profit et la rentabilité et non les choix collectifs qui déter-

## Lycéens

### Haby nous voilà !

L'atmosphère dans les lycées en ce mois de septembre, c'est la triste réalité d'une vie quotidienne, monotone et insignifiante, antichambre de la caserne puis du bureau ou de l'usine, apprentissage du cycle métré, tv, boulot, dodo...

Les initiatives créatrices, collectives, spontanées des lycéens en lutte, qui rompaient « avec tout ça », sont momentanément enterrées pour cause de mauvais temps à la météo du pouvoir... Cet automne, c'est pour nous toujours cette réforme de l'enseignement, votée en catimini, alors que les intéressés bossaient dans les salles d'examen. On se souviendra de la « concertation » façon Haby, sur laquelle le mouvement de l'an dernier ne s'est d'ailleurs pas fait d'illusions.

Deuxième manche pour la bourgeoisie qui, avec son habyle ministre, évite de s'exposer aux attaques frontales des lycéens, étudiants, élèves de CET et fait passer doucement mais sûrement sa réforme au compte-goutte, c'est-à-dire par décret-loi inaperçu. C'est donc à une lutte quotidienne de longue haleine que les lycéens doivent se préparer pour mettre en échec les tentatives de mise au pas de la jeunesse scolarisée : on veut faire d'elle une main-d'œuvre docile et malléable à souhait, qualifiée ou sous-qualifiée, préparée en fonction des seuls intérêts de la bourgeoisie.

La riposte implique un élargissement du front de lutte sur l'école comme sur celui de l'emploi. L'isolement des luttes favorise le pouvoir ; par contre les actions coordonnées sur le plan local, entre syndicats de travailleurs et comités de luttes lycéens, peuvent le mettre en difficulté : défilés devant les agences de

l'emploi, meetings communs, délégations aux usines en grève, journée « lycées portes ouvertes »...

Mais dès aujourd'hui il faut avancer dans la voie de la structuration du mouvement lycéen en fonction d'échéances concrètes.

D'abord, les élections de délégués de classe et au conseil d'administration. Nous pouvons nous servir de cette occasion pour entamer un large débat débouchant sur l'élaboration des plates-formes revendicatives. L'élection de délégués de lutte, contre la participation, défendant nos revendications, responsables et révocables par les lycéens, peut permettre de regrouper dans chaque lycée tous ceux qui veulent lutter contre Haby et sa politique, et ainsi d'avancer dans la construction de comités de lycéens de masse. Dans chaque classe, il faut discuter du contenu des cours, du programme, des horaires, du règlement, des relations profs-élèves. Dans chaque lycée, élisons nos délégués devant l'assemblée générale des lycéens, pour imposer notre droit de regard sur la vie quotidienne du lycée, nos foyers socio-éducatifs, nos ciné-clubs, notre cantine, nos 10%, nos contre-cours.

Deuxièmement : la lutte contre le chômage des jeunes. Alors que 600 000 jeunes seront au chômage en cette rentrée — dont une bonne partie sortis des lycées en juin dernier —, alors que le projet Haby va renforcer la sélection, l'élimination, et continuer dans la voie de dévalorisation du BAC, les lycéens en tant que futurs jeunes chômeurs sont concernés. C'est pourquoi, le 4 octobre, les lycéens seront dans la rue eux aussi.

P.B. - T.B. ■

## étudiants :

# 600 000

\* Chômeur avant d'avoir travaillé... c'est la situation de 600 000 jeunes. Qui est responsable ? La fatalité ? Non ! Les jeunes ? Hypocrisie...

Le « fauteur » de crise, c'est le patronat. Mais que fait le gouvernement ? Il entretient la crise. Il multiplie les cadeaux aux patrons, alors que les travailleurs et les jeunes sont les victimes. Notre cible est donc toute trouvée. C'est contre ce gouvernement qu'il faut frapper ensemble ! Ce ne sont pas les opérations démagogiques (contrat emploi-formation) de nos « maîtres libéraux » qui masqueront l'enjeu. Il faut agir dès à présent pour une vraie politique d'emploi garantissant à tous, et en particulier aux jeunes, le droit au travail en assurant une amélioration des conditions de vie.

● Etudiant : le mythe « de l'avenir en rose » s'es-soufle...

A la sortie des universités et des grandes écoles, les places se font rares. Six à neuf mois pour trouver un emploi, et encore — seulement pour ceux qui ont la chance de décrocher un diplôme. Pour les autres, sans diplôme ni qualification, le chômage est la seule issue après plusieurs années d'études. Le gouvernement ne s'arrête pas là ! Il

tisse une large toile de menaces et de craintes sur les débouchés : réduction brutale des postes dans l'éducation nationale, baisse des places offertes à l'agrégation, au CAPES et aux IPES. Le patronat, lui, redouble en besogne : il octroie des emplois sous-payés et sous-qualifiés ; il méconnaît le niveau de qualification et de formation des étudiants.

● Conditions de vie : le plan d'austérité a encore frappé !

La crise économique et la crise du système de formation se confondent... Pendant que Soisson disserte sur un « nouveau système d'aide aux étudiants », la hausse du coût de la vie atteint des proportions impressionnantes : 40 % sur le prix du papier, 23 % sur les tickets de « resto-U », 20 % sur les chambres de cité et plus encore sur les logements particuliers, hausse considérable sur les transports, 35 % sur la carte de métro... Pendant ce temps les bourses augmentent de façon dérisoire, face au développement de l'inflation. Le sys-

# DU TEMPS POUR VIVRE !

minent le niveau et l'orientation de la croissance. Refusant l'austérité, solution capitaliste à la crise, il s'agit d'ouvrir une brèche en imposant le droit au travail pour tous, en se battant tout spécialement pour le premier emploi à la fin de la scolarité. C'est l'intérêt commun de tous, jeunes travailleurs, jeunes chômeurs, élèves de CET, lycéens, étudiants...

On présente souvent l'implantation d'une usine, la création de postes comme un service rendu aux travailleurs. Que des emplois soient créés pour produire des biens, rendre des services indispensables (hôpitaux, crèches, transports...) ou pour dépolluer l'air que d'autres usines ont pollué, peu importe ! On ne nous demande pas notre avis. C'est pourquoi, si nous nous battons pour le plein emploi, nous voulons en même temps remettre en cause la nature des produits fabriqués (avons de prestige

ou populaire, automobiles ou transports en commun...) et la nature du travail (cadence, division des tâches, hiérarchie...).

Les jeunes refusent d'être des pions, de simples rouages. Le travail est le plus souvent peu intéressant et guère épanouissant. 40% des jeunes quittent l'école sans aucune attestation de formation : au mieux ils trouveront un emploi d'exécutants sans intérêt et surtout sans possibilité de formation. Ils seront très mobiles (55% des jeunes de moins de 25 ans ont un, deux employeurs, ou plus). Il n'y a guère à s'étonner qu'il y ait alors un malaise face au travail, malaise qu'atteste l'importance grandissante de l'absentéisme.

D'après un sondage récent **d'Expansion-Europe n°1**, 73 % souhaitent d'abord avoir un secteur bien adapté à leurs goûts personnels, 57% de ceux qui travaillent pensent

que leurs études ont été peu ou pas utiles. Mais le plus intéressant, c'est l'insistance singulière à vouloir montrer des jeunes plutôt contents (!) : on oublie qu'en septembre 1975 il y a du chômage...

Toujours selon ce sondage, 35% des jeunes font 9 heures ou plus par jour. Selon une enquête de l'INED, **« un jeune travailleur sur quatre travaille plus que les quarante heures prévues par la loi, et ceux qui travaillent dans le secteur de l'hôtellerie atteignent les 60 heures »**. En période de chômage, la réduction du temps de travail sans perte de ressources peut être l'axe unifiant des luttes permettant aux chômeurs et aux travailleurs de dépasser leurs divisions. Déjà aux Chèques postaux des employés refusent de travailler le samedi matin ; à la BNP certains services sortent plus tôt. Il ne s'agit pas en effet de simple revendication, il s'agit d'imposer un contrôle collectif sur

le type de travail par exemple en sortant une heure plus tôt chaque jour. C'est le meilleur moyen pour imposer les 35 heures indispensables pour avoir le temps de vivre.

Cette tactique d'« autoréduction » peut d'ailleurs être étendue à tous les aspects de la vie sociale : pour les chômeurs il faut imposer la gratuité des transports et de la santé ; pour tous il faut réduire les loyers en fonction des revenus réels. Les travailleurs italiens ont ouvert la voie en montrant comment, en liaison avec les fonctionnaires, on pouvait réduire les tarifs des services publics.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons. Cela reste d'actualité que ce soit pour imposer le droit au travail ou pour prendre le temps de vivre. C'est aussi un premier pas vers l'affirmation d'un autre pouvoir, celui des travailleurs.

Y.B. ■

## Jeunes au chômage, ça suffit !

tème d'aide aux étudiants a fait faillite !

### ● Tout pour le 4 octobre...

Le vendredi 3 octobre, la CGT et la CFDT organisent des rassemblements régionaux pour le droit au travail des jeunes. Le samedi 4 octobre, une manifestation aura lieu à Paris. A l'initiative unitaire des syndicats de travailleurs doit répondre une mobilisation conséquente du mouvement étudiant. Il a été difficile de tenir, en mars dernier, des assises locales pour l'emploi des jeunes ; raison de plus cette fois pour contribuer largement au succès de ces deux journées d'action. Aux étudiants de montrer que **« leur rentrée se fera bien avant la rentrée universitaire officielle »**.

L'importance politique de cette journée doit être soulignée : les syndicats ouvriers s'adressent aux jeunes, et leur initiative vise à associer les étudiants à la lutte pour le droit à l'emploi. La lutte unie des étudiants et des travailleurs pourrait enfin se réaliser, mais pour cela la mobilisation doit prévaloir. Les étudiants ont donc une responsabilité de tout premier plan dans la lutte contre le pouvoir, pour casser le plan d'austérité, pour imposer l'emploi pour tous. C'est donc sérieux. Le spectacle du « déchirement » de la « décomposition » du mouvement étudiant ne peut

qu'être un obstacle à ce « redéploiement » nécessaire de la lutte étudiante. Unitaires, nous devons donc être, car les bases réelles pour l'unité sont trouvées. Un objectif permanent de lutte : le chômage. Syndicats et partis politiques doivent donc se rassembler.

### ● Un jeune travailleur en formation

Le problème des débouchés et du chômage des jeunes, des étudiants, incite la classe ouvrière à se poser la question des liens entre formation et emploi. Ceux qui vivent à l'université peuvent s'adresser aux travailleurs pour discuter du type de formation qu'ils veulent. Avec le 4 octobre, il faudra lancer la bataille pour la reconnaissance du travail étudiant. Plus de 50 % des étudiants exercent une activité salariée à côté de leurs études ; mais ce travail est ignoré complètement dans les textes officiels sur **« la condition étudiante »**. Il s'agit de mettre fin aux conditions scandaleuses dans lesquelles s'effectue ce travail. Lutter pour le droit des étudiants salariés ne doit cependant pas être utilisé comme un élément supplémentaire pour peser sur les autres emplois.

Une bonne partie des étudiants vit directement les problèmes de l'emploi : qualification et débou-

chés, nécessité de travailler pour poursuivre ses études. Ce ne sont pas des privilégiés, mais de véritables travailleurs en formation. Les problèmes de cette catégorie d'étudiants, confrontés de plus à des conditions de vie aggravées, convergent avec ceux des autres travailleurs.

Soisson rêve d'une université à l'américaine, pour former les cadres compétitifs dont l'économie a besoin. Pour cela il faut soumettre l'université au patronat. C'est le système de contrat professionnel ; les entreprises signent des contrats avec les étudiants ; ces derniers lient leur avenir à l'entreprise qui finance leurs études. Nous ne pouvons l'accepter. Le 4 octobre sera la journée de la lutte commune pour l'emploi, mais aussi la journée pour la reconnaissance du travail étudiant, pour l'indépendance économique de l'étudiant.

### ● Et le 5 octobre...

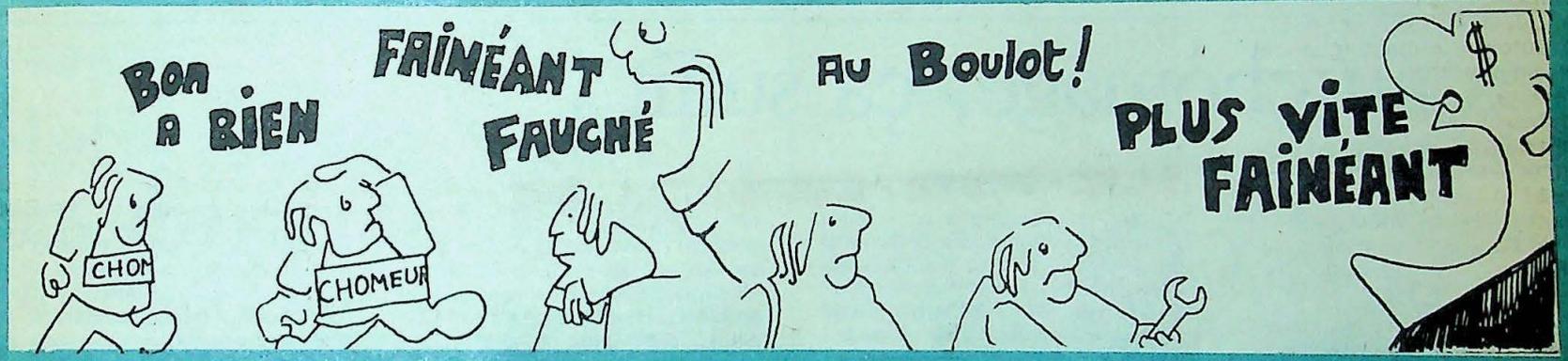
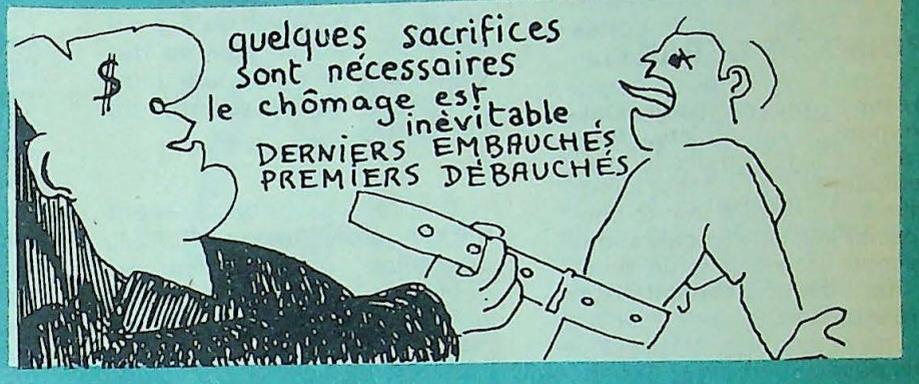
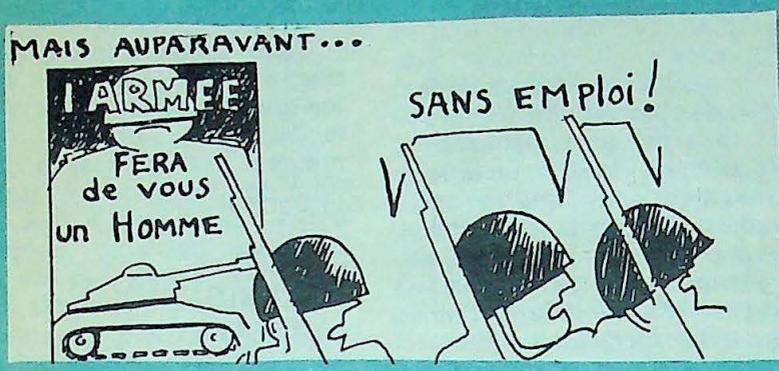
Le mouvement étudiant doit donc déboucher sur ce terrain de lutte souvent oublié. Mais ce vœu serait pieux s'il n'était que déclaration d'intentions, ou simplement « exaucé » par une simple journée de lutte. Le plus important restera à faire : s'adresser à l'ensemble des étudiants dès la rentrée universi-

taire et poursuivre nos objectifs. On parle beaucoup de réorganisation syndicale des étudiants, et à juste titre : aucune organisation aujourd'hui ne peut prétendre à la « légitimité » sur le mouvement étudiant. Un syndicat de masse manque. Ce syndicat de combat anticapitaliste doit se construire dans la lutte avec les travailleurs.

Seule la dynamique de masse peut balayer les initiatives plaquées. A l'image des liaisons locales étudiants-travailleurs pendant la lutte contre la réforme Haby, l'année dernière, des comités unitaires pourraient prendre les contacts nécessaires avec les unions locales CGT et CFDT ainsi qu'avec les syndicats enseignants et le personnel administratif des universités. De tels comités formés par des étudiants organisés et inorganisés, issus de la mobilisation permise par le rassemblement du 4 octobre, pourraient favoriser la poursuite des contacts avec les travailleurs, et donc une action offensive.

Dès la rentrée dans chaque université, département, TD, ces comités proposeraient aux étudiants la discussion de plates-formes d'action... et les problèmes ne manquent pas ! Nous ne disons pas : **« Voilà notre plate-forme d'action »**, mais **« discutons d'une plate-forme d'action »**.

C.N. ■



# CHÔMEURS TRAVAILLEURS SOLIDAIRES

Droit à un emploi pour tous.

Réduction du temps de travail sans perte de Ressources.



prenez contact avec le PSU, 9 rue Borromée 75015 Paris. tél. 566.45.37 permanences lycéennes et étudiantes le mercredi de 15 à 17 heures.

# Corse : la nouvelle étape



Il était dans l'ordre des choses que la direction politique du PSU prenne en compte dans le champ de sa réflexion la nouvelle situation créée en Corse, et rappelle à cette occasion non seulement les positions de principe affirmées par le parti depuis 1970, mais appuie très fermement l'action du PSU Corse qui, jour après jour, après les événements d'Aléria, a su développer sur le terrain les positions du courant socialiste autogestionnaire.

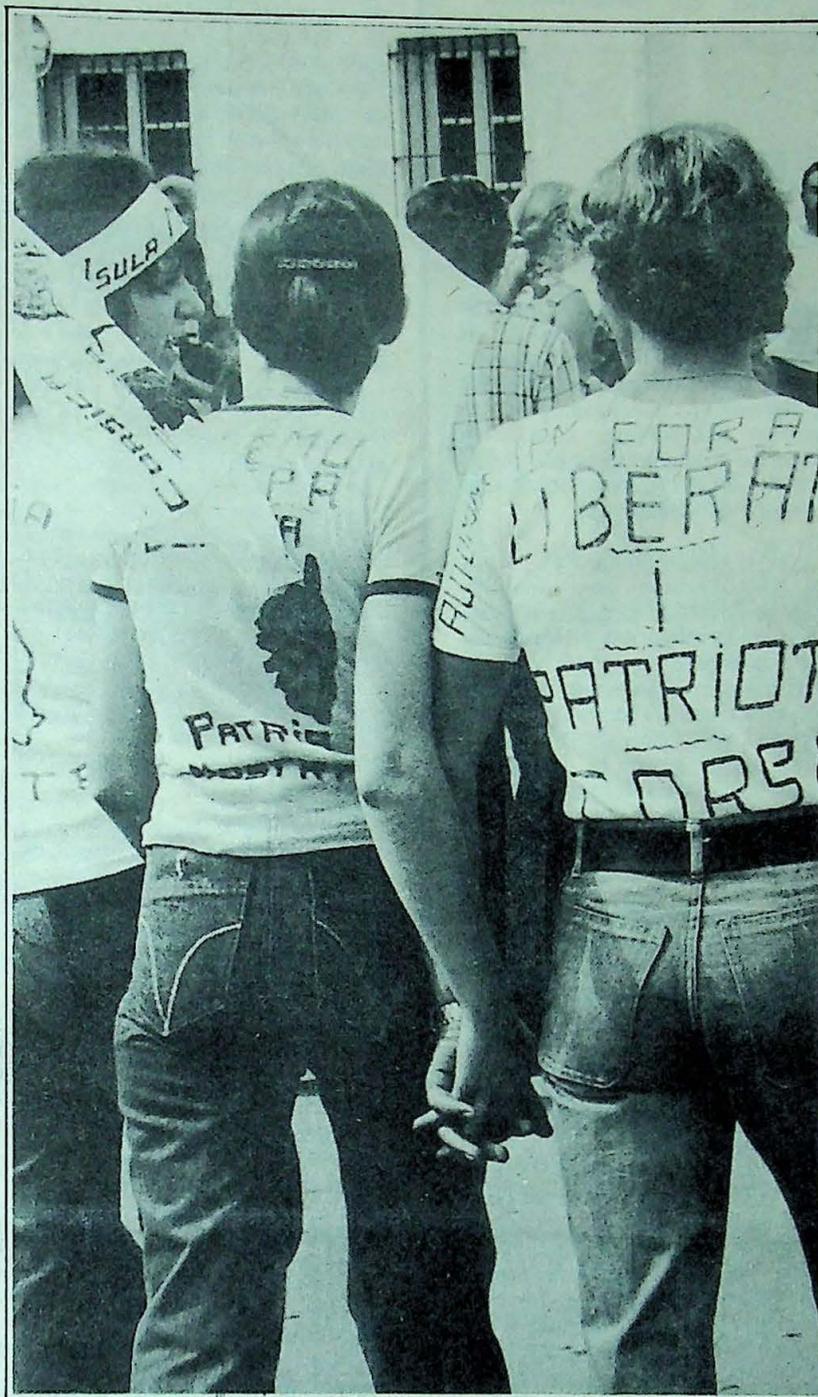
C'est précisément parce qu'elle partage l'analyse de nos camarades corses que la DPN a souligné les nouveaux aspects de la lutte politique dans l'île, et l'importance du travail de clarification qui est entrepris.

## LE POINT DE DEPART...

S'il est vrai que l'ARC, principal mouvement autonomiste, formule ses objectifs en des termes souvent ambigus, il est tout aussi vrai que sa base se durcit et que les possibilités de radicalisation de ce mouvement dans un sens plus nettement anticapitaliste apparaissent.

Mais pour obtenir que l'axe du mouvement populaire se déplace, que les thèses du socialisme autogestionnaire gagnent un terrain important et expriment pleinement les revendications présentes du peuple corse, il est évident qu'il ne faut en aucun cas renoncer — si peu que ce soit — à l'objectif du départ : la reconnaissance pleine et entière du droit à l'autodétermination du peuple corse.

Ce qui veut dire en clair que, tant que le PCF et la CGT se refu-



seront à prendre en compte cette revendication principale, il sera impossible d'étendre l'unité à toutes les organisations populaires corses.

Ajoutons que l'existence d'un mouvement de radicaux de gauche parfaitement intégré au système et aux pratiques électorales des « clans », et celle d'un PS en proie à mille hésitations et constamment partagé entre les sentiments de sa propre base et les orientations qui lui parviennent de Paris, ne facilitent pas la construction d'une telle unité.

## REFLEXION SUR L'AUTOGESTION

Il était donc nécessaire de prendre de nouvelles initiatives. En créant avec l'appui de la CFDT un groupe de réflexion et d'action sur l'autogestion, le PSU corse répond déjà aux préoccupations qui se manifestent dans l'île. Cette structure devrait en effet permettre d'engager le débat sur des questions essentielles :

- signification de la revendication autonomiste ;
- nature de l'exploitation subie par l'île ;
- conditions à réunir pour que la lutte nationale se développe sur des bases de classe, et définition plus précise de la notion de peuple corse ;
- les bases de la solidarité avec la classe ouvrière française.

Ce ne sont pas là des problèmes théoriques intemporels. Bien au contraire, ils sont au cœur même des luttes qui vont se développer en Corse dans les semaines et les mois qui viennent.

CHRISTIAN GUERCHE ■

## résolution de la DPN

# une bataille à l'ordre du jour

Les trois derniers congrès du PSU, la Conférence des minorités nationales de Narbonne en 1972, avaient mis l'accent sur les problèmes particuliers posés par l'existence sur le territoire français de minorités ethniques et nationales (Basques, Catalans, Bretons, Occitans, Alsaciens...).

Dès cette époque nous soulignons qu'il était indispensable que le mouvement ouvrier, et en premier lieu les forces qui se réclament du socialisme autogestionnaire, prennent totalement en compte les revendications de ces minorités, et les intègrent dans l'ensemble des luttes que la classe ouvrière mène en France.

La situation en Corse depuis quelques mois, la répression que le gouvernement y exerce, confirment cette analyse. Dès les événements d'Aléria, le PSU Corse s'est situé au cœur-même du combat mené dans l'île contre la répression. Il nous faut nous-mêmes mul-

tiplier les comités de soutien sur tout l'hexagone.

Mais dans la nouvelle étape qui s'engage, et pour développer le mouvement lui-même, il est nécessaire d'en clarifier les objectifs. La lutte pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple corse, et celle menée pour le socialisme autogestionnaire, sont indissociables.

Il ne s'agit pas d'une affirmation de principe. L'attitude d'une partie des organisations ouvrières (PCF et CGT), obstinément centralisatrice, facilite la tâche du pouvoir. Elle permet en outre à une partie des forces qui se sont regroupées dans l'ARC de maintenir beaucoup d'ambiguïtés, et de rechercher des solutions « raisonnables » qui satisferaient la bourgeoisie française et locale, et ne constitueraient qu'un aménagement de la situation présente, sans mettre en cause le système colonial que la Corse connaît.

Or la lutte populaire nationale n'efface pas la lutte de classes. Il est donc urgent de regrouper les forces populaires, et d'ouvrir avec elles le débat sur les objectifs que doit se fixer le courant socialiste autogestionnaire en Corse, afin de dégager clairement l'orientation anticapitaliste du combat engagé.

Bien entendu ce débat ne peut se limiter à la Corse. Toutes les minorités ethniques et nationales existant sur le territoire français doivent tirer les leçons des événements en cours. Partout les contacts doivent être pris pour que le même débat s'ouvre et permette d'élever le niveau de conscience des classes populaires.

Cela est d'autant plus urgent que le pouvoir entend aggraver la répression, au nom de l'autorité de l'Etat, en même temps qu'il bloque les très maigres possibilités de décentralisation qu'offrirait la réforme régionale.

Car si les minorités ethniques et nationales ont des problèmes spécifiques,

le processus même de développement du capitalisme accentue les inégalités. Le fossé entre régions riches et régions pauvres ne cesse de croître en France.

Giscard d'Estaing le sait. Mais soucieux de poursuivre la restructuration et la concentration de l'appareil de production français — qu'elles qu'en soient les conséquences sociales — il refuse l'existence du moindre contre-pouvoir régional.

Reniant lui-même tout ce qu'il disait en 1969, il ne donne la parole qu'au pouvoir central, et aux seuls préfets qui le représentent. Il rejette donc un pouvoir régional qui suppose au minimum des Assemblées régionales élues au suffrage universel et à la représentation proportionnelle, pourvues de leur propre exécutif ; la suppression de l'autorité de tutelle préfectorale ; la décentralisation complète du système fiscal.

La bataille à mener contre le pouvoir centralisateur et colonisateur est plus que jamais à l'ordre du jour.

# Des responsables du PS s'en prennent à IDS

□ Lorsque le Mouvement de la jeunesse socialiste avait décidé de soutenir Information pour les droits du soldat, aucune voix ne s'était élevée dans ses rangs pour protester contre cette décision qui découlait directement de l'adoption par le MJS, du programme des droits démocratiques dans l'armée, et de la perspective d'un syndicat de soldats.

Depuis, certains responsables du parti socialiste, à qui cette expérience unitaire dans IDS n'avaient jamais inspiré rien qui vaille, ont élevé la voix. Déjà Charles Hernu, — dont les propositions en matière militaire commencent à être connues — s'en était pris à IDS, à la suite d'une tribune libre de ce mouvement dans *Le Monde* (1). Son objectif était d'assurer à tous et à toutes qu'IDS n'avait rien à voir avec le parti socialiste ou les jeunes socialistes, de près comme de loin. La déformation flagrante des faits à laquelle il se prêtait ne semblait pas le gêner. Mais ainsi, il pouvait peut-être redorer son blason de respectabilité, par rapport à certains officiers généraux par un tel voisinage ; il cherchait de plus à rappeler aux militants du PS et des JS, tentés par le désenchantement de la lutte pour les droits démocratiques dans l'armée, que — pour lui — tout bon militant socialiste qui se respecte ne saurait s'associer à une remise en cause de l'armée sous quelque forme que ce soit.

C'était déjà ce souci qui avait guidé sa condamnation de la manifestation de Karlsruhe : les socio-démocrates sont d'accord pour lutter pour les libertés démocratiques dans l'armée... jusqu'au jour où ils s'aperçoivent que la dynamique de cette lutte peut remettre en cause la sacro-sainte institution militaire. A ce moment-là, ils font machine arrière, et leur soutien à la lutte pour les droits démocratiques passe rapidement à la trappe.

Dans cette offensive qu'un courant droitier du PS mène contre IDS, deux militants liés au CERES brandissent aussi le spectre d'une « normalisation » : dans une tribune libre de *Politique-Hebdo*, ils tracent un bilan complètement négatif d'IDS, et opposent à l'activité « groupusculaire » et « antimilitariste irresponsable » de cette association le rassemblement de Cachan des appelés socialistes, derrière la bannière de la Convention pour l'Armée nouvelle (2). Leur « défaitisme » est d'autant plus surprenant qu'ils ne se sont jamais associés à IDS. La logique est ici la même : se battre pour une armée « compatible avec le développement de l'expérience socia-

liste », c'est combattre pour la « transformation véritable de l'armée », vieux thème réformiste, et pour le « renforcement de l'esprit de défense »... Or lutter pour un syndicat de soldats, c'est bien beau, mais cela ne vient pas précisément à point pour renforcer « l'esprit de défense »...

Pour les militants du PSU, il y a en effet là une contradiction. Comme l'écrivait Renan, « le principe démocratique est le dissolvant le plus radical d'une armée ». Nous nous battons, nous, pour les droits démocratiques et syndicaux dans l'armée, dans l'objectif stratégique de sa désagrégation et de sa destruction, puis de son remplacement par une « armée » de milices ouvrières (qui n'est plus une institution séparée)...

Nous comprenons fort bien qu'il y ait des militants qui pensent, eux, que l'objectif stratégique n'est pas la destruction de l'armée bourgeoise mais sa transformation, et nous attachons beaucoup d'importance à un combat commun avec eux, pour le même objectif : les droits démocratiques et sociaux pour les soldats.

C'est l'expérience concrète de la dynamique de cette lutte de masse qui nous indiquera si celle-ci réclame une autre défense armée pour la sauvegarde des conquêtes socialistes, en lieu et place de l'armée bourgeoise, et surtout si le passage de l'une à l'autre peut se faire par des « transformations », ou par la destruction de cette dernière. Qu'il y ait des militants du PS, de droite comme Hernu, ou à la remorque de cette droite — comme certains militants du CERES — qui reculent devant une telle expérience, et préfèrent tout simplement lâcher le mouvement des soldats, l'activité de soutien à celui-ci, et son programme revendicatif, cela ne nous étonne guère.

Heureusement qu'il y a cependant dans le PS des militants nombreux qui, eux, ne renient pas leurs convictions dans la lutte pour les droits démocratiques au profit d'un « raisonnable », aux motivations plus que douteuses. La participation active de nombreux militants socialistes à IDS en est une indication, et l'ex-secrétaire national du MJS, P. Finel, l'a rappelé fort à propos dans *Politique-Hebdo*.

N.BIRAUD ■

(1) « Pour des Etats généraux de Soldats », *Le Monde* du 26 juin. Lettre de Charles Hernu au *Monde*, le 28 juin. Et aussi, *Politique-Hebdo* du 4 septembre, et la réponse d'IDS d'une part et de Finel d'autre part dans PH du 18 septembre.

(2) Convention pour l'armée nouvelle, dont François Mitterrand rappelait que « La conclusion de ses travaux ne saurait engager le parti socialiste ».

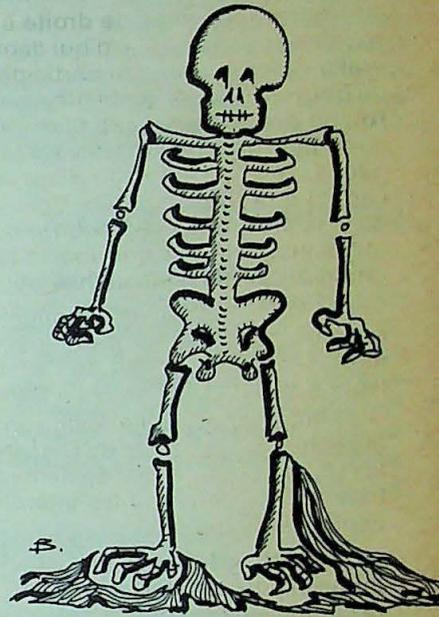
□ L'EDF a fait effectuer en août un sondage sur l'opinion des Français à l'égard des centrales nucléaires. La presse a été discrète sur ces résultats, sauf pour affirmer que 55,5 % des Français seraient favorables aux centrales nucléaires. Cette discrétion s'explique dès que l'on examine les résultats de ce sondage.

Il est bien connu que ces sondages permettent de nombreuses manipulations. Ainsi dans le cas présent, il est facile de transformer l'aile de l'opinion qui accepte le programme gouvernemental en « partisan des centrales nucléaires ». Par contre, l'importance surprenante de l'opposition au programme nucléaire est ignorée.

En effet, alors que les partis bourgeois sont unanimes à défendre ce programme et que le PS et le PC n'y sont pas hostiles, il y a malgré tout 35,5 % de personnes interrogées qui lui sont opposées. Et il est remarquable que 43,5 % des électeurs du PC et 38 % de ceux du PS soient contre les projets électro-nucléaires du gouvernement.

La campagne commencée peut donc se développer largement. Elle peut entraîner les autres partis se réclamant de la classe ouvrière à modifier leurs positions, partiellement au moins. Ne voyons-nous pas par exemple les sections locales du PC et du PS de Port-la-Nouvelle reprendre une partie des revendications développées au cours de la manifestation antinucléaire de juillet dernier ? Mais, alors que s'était manifestée à cette époque une opposition générale au programme nucléaire, elles voudraient la réduire aujourd'hui à la seule question de la construction d'une centrale dans leur commune. Un référendum avait mobilisé une large partie de la population. Il ne s'agit plus maintenant que d'une pétition signée par quelques notables locaux. La prise en compte de cette opposition large est donc aussi la tentative d'en réduire les objectifs.

# une large assise dans l'opinion



Il est donc possible d'élargir les luttes contre le programme électro-nucléaire. Mais il faut que cette mobilisation se fasse dans un cadre pleinement démocratique et écarte les manipulations d'appareils. Ce sont ces préoccupations qui seront un des thèmes majeurs des « journées nationales pour les actions urbaines et écologiques » que notre parti va tenir les 27 et 28 septembre à Paris.

M.F. ■

## ENCADRE VUELENER

### POSITIONS DES ELECTEURS DES DIVERS PARTIS A L'EGARD DU PROGRAMME NUCLEAIRE DE L'EDF.

(en pourcentage)

PARTIS :	favorables :	hostiles :	indécis :
Républicains indépendants :	65 % :	23 % :	12 % :
UDR :	69,5 % :	23 % :	7,5 % :
Réformateurs :	73,5 % :	20,5 % :	6 % :
PS :	34 % :	38 % :	28 % :
PC :	30,5 % :	43,5 % :	26 % :
PSU :	26,5 % :	72 % :	1,5 % :
MOYENNE :	50,5 % :	35,5 % :	14 % :



# Espagne : la fin du regne...

Que l'on ne s'y trompe pas : l'incroyable, la sanguinaire répression qui se déroule en Espagne est le signe maintenant évident de la fin d'un règne. Celui du Caudillo qui, installant son régime sur un million de morts, entend garder son pouvoir jusqu'à la fin, et pour ce faire n'hésitera pas à arrêter, torturer, garrotter.

Et cela non seulement parce qu'il n'a plus aucune base sociale sur laquelle s'appuyer, mais précisément parce que, celle-ci se déroba sous lui, il ne lui reste que le seul appareil répressif à sa disposition. La situation présente en Espagne évoque parfaitement la fin du régime nazi. Le « bunker » dit-on à Madrid parlant du Prado, où Franco règne encore, et développe une intense activité...

## Une décomposition avancée

« Réveiller les énergies » : il semble que, pendant un temps, Franco ait cru la chose possible. Mais il n'a trouvé écho qu'auprès des derniers quarterons d'une phalange vieillie, déconsidérée.

Toutes les forces de droite autres que celles liées à l'appareil de répression, sont aujourd'hui dans l'opposition à des titres divers. Il est vrai qu'entre celles, qui participaient encore récemment aux activités du gouvernement (Fraga Iribarne, Pio Cabanellas) et celles qui avaient rompu depuis beaucoup plus longtemps (démocrates chrétiens, que conduit Ruiz Gimenez), il y a à la fois convergence et conflit. Convergence, dans la mesure où elles recherchent une transition pacifique, et l'appui à la fois des Etats-Unis, et des « neuf » de l'Europe. Conflit, dans la mesure où les seconds peuvent prétendre à un « leadership » qu'ils justifient par une assise sociale beaucoup plus large, et atteignant en partie les couches populaires.

En fait, l'analyse de ces milieux se fonde sur la nécessité de rassurer tous ceux qui ont participé au pillage de l'économie espagnole, mais — tenant compte de l'exemple portugais — veulent préserver leurs acquis, et le fameux « flanc sud européen de l'OTAN ».

L'intervention américaine en Espagne dépasse, et de loin, celle de la seule CIA. L'attitude de Giscard d'Estaing, son silence prolongé sur la répression, éclairent également la préoccupation du gouvernement français de défendre les intérêts des firmes françaises installées en Espagne.

Au-delà même des protestations de principe, le ballet de la diplomatie et des hommes d'affaires européens à Madrid montre bien que le capitalisme européen, fortement engagé en Espagne, n'entend pas se laisser surprendre comme à Lisbonne. D'où les contacts. D'où les pressions : sur les chefs de l'armée pour les amener à rompre avec Franco. Et sur l'Eglise, pour tempérer quelques-unes des ardeurs du jeune clergé.

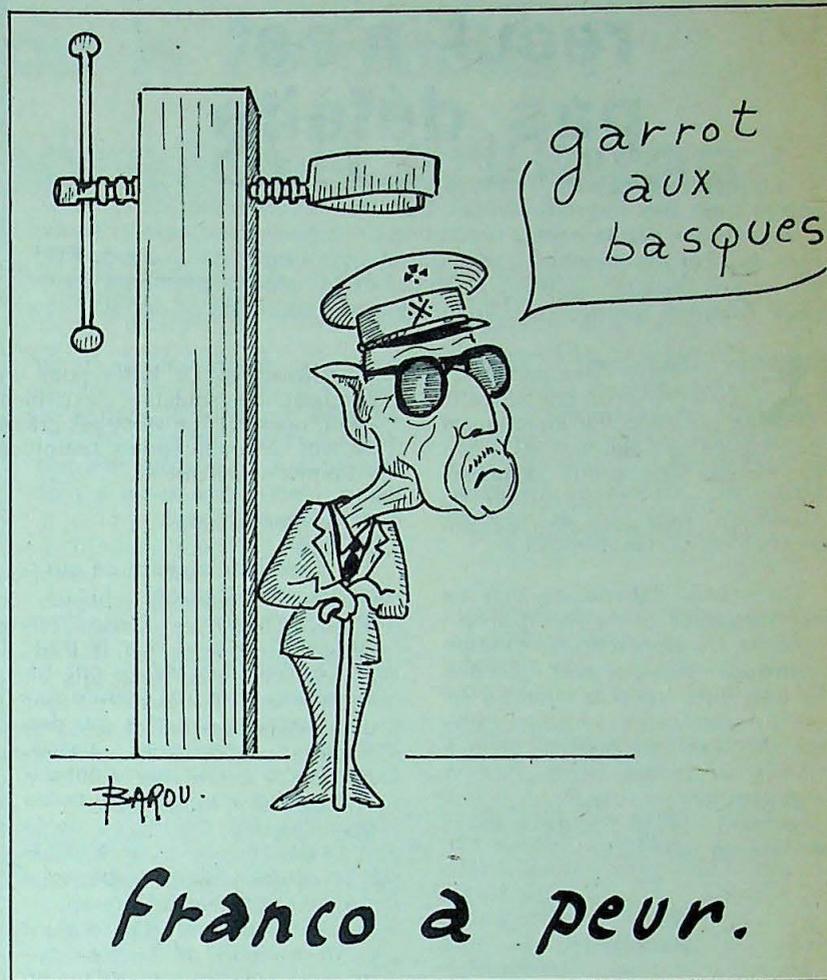
De fait, on négocie tous azimuts, pour préparer un changement dans l'ordre. Mais chacun ignore les troupes dont il dispose. Tout le raisonnement des uns et des autres reposant sur des « virtualités » ou des « potentialités ». Etrange ballet d'ombre...

## comment s'engouffrer

C'est dans ce cadre également que se situe l'action du mouvement ouvrier. Le débat qui est ouvert et intense, porte en définitive sur deux points : comment s'engouffrer dans le changement qui se dessine ? Comment peser sur la situation de telle manière que les durs combats que la classe ouvrière des peuples d'Espagne a mené seule — ou quasiment — pendant de longues années, ne profitent à d'autres. Comment s'organiser, pour que dès maintenant il soit impossible de marginaliser le mouvement ouvrier, comme le souhaitent tant d'opposants d'aujourd'hui ?

Lourd problème, sur lequel nous reviendrons.

Marc ECHEVERRY ■



## Polémiques inutiles...

L'Humanité du lundi 22 septembre, dans un article anonyme, reproche au PSU de ne pas tenir ses engagements par rapport aux organisateurs et d'avoir introduit dans le défilé des « groupuscules gauchistes », créant ainsi les conditions de « possibles provocations policières ».

Benoîte « Humanité » à qui il faut rafraîchir la mémoire : depuis le mois de juin, au sein du Comité de défense des libertés, nous avons vainement essayé d'obtenir l'accord du PCF pour une manifestation de masse. Le dernier prétexte invoqué par Pierre Juquin, le jeudi 18 septembre, était que ce comité n'était habilité à lutter que pour la défense des libertés en France. Le PCF a changé d'avis en vingt quatre heures. Tant mieux. Je ne m'étendrai pas sur le pourquoi.

Pendant cette même période, le Collectif Eva Forest — dont le PSU fait partie — a organisé trois manifestations, et appelé naturellement à soutenir activement celle du 20 septembre. Il y était donc présent massivement.

Le FRAP a tenu, lui, à être présent sous sa propre bannière. Quels que soient nos désaccords — connus — avec l'analyse et la pratique du FRAP, il nous paraît normal que cette organisation participe à un défilé destiné à protester contre la condamnation à mort de onze militants, dont cinq de ses membres.

Le PCF n'y voit que des inconvénients, et s'engage pour justifier sa position, dans des polémiques subalternes. Nous ne le suivrons pas.

Christian GUERCHE ■

## Le bourreau de Séville à Madrid...

### de notre correspondant

Madrid, en ce midi du 22 septembre, ce n'est pas Lisbonne. Sept Français débarquent à l'aéroport : Yves Montand et Costa-Gavras, acteur et metteur en scène de *Z* et *d'Etat de Siège*. Claude Mauriac du *Figaro* et Jean Lacouture, Régis Debray, le professeur Michel Foucault, André Laudouze (représentant Georges Montaron et Témoinage Chrétien).

Commando d'un nouveau genre : ils sont porteurs d'un message signé par cinq personnalités (Sartre, Malraux, etc...) lançant un appel solennel à propos des onze condamnés à mort par le régime franquiste aux abois. Un appel qui condamne pour déni et parodie de justice un fascisme qui n'en finit pas de mourir.

Il ne suffisait pas de signer un texte. Il fallait que, de quelque manière, des hommes connaissant le prix de la liberté prennent le risque de clamer sur place l'indignation de tous. En plein cœur de l'Etat policier, face à son arrogance, le philosophe, l'écrivain, le journaliste, l'acteur, le prêtre...

chacun était à sa place, présentant ce message devant vingt membres de la presse internationale convoqués avec les moyens du bord.

L'appel a été lu par Yves Montand, interrompu par la police franquiste qui a fait irruption dans la salle de l'hôtel Torre de Madrid : dix policiers en civil, trente-cinq en tenue, plusieurs voitures et fourgons cellulaires. Nouveau degré de l'escalade : les journalistes espagnols et étrangers présents étaient embarqués, menottes aux mains...

Expulsés du territoire espagnol *manu militari*, sous les regards atterrés de centaines de madrilènes massés dans la rue, nous ne tirons pas gloire de cette action. La vie des onze Espagnols est menacée : un des trois bourreaux d'Espagne — celui de Séville — est arrivé à Madrid. C'est inquiétant. Il faut arracher les onze à la mort. Dans toute l'Europe, la protestation s'amplifie. D'autres délégations se préparent à partir pour harceler Franco. S'il en est encore temps, à l'heure où ces lignes paraîtront, il faut que l'Espagne sache que nous sommes avec eux, contre Franco l'assassin.

André LAUDOUZE ■



## recul n'est pas défaite

La phase que traverse actuellement la révolution portugaise provoque bien des inquiétudes. Et bien des incompréhensions aussi. L'importance capitale de la révolution portugaise pour l'avenir socialiste de l'Europe imposait que la direction politique nationale du PSU analyse la situation actuelle, et en tire certains enseignements généraux. Maurice Najman résume ici les conclusions de ce débat.

Indéniablement, la révolution portugaise subit un recul matérialisé par la constitution du sixième gouvernement provisoire dominé par la direction social-démocrate. Comment, pourquoi et qu'elles en sont les conséquences ?

Ce recul ne date pas de la chute de Gonzalves et de son gouvernement. Ou alors il faut expliquer pourquoi celui qui avait derrière lui une forte fraction militaire, le parti communiste, la quasi totalité de l'extrême-gauche et une bonne partie des organisations du pouvoir populaire, est « tombé » avec si peu de remous, apparents du moins.

### Comme un fruit mur

En réalité, le cinquième gouvernement est « tombé », mais **comme un fruit mûr**. Les rapports de forces politiques et sociaux sont apparus dans leur réalité : depuis plusieurs mois déjà, dans les fondements de la société portugaise, les relations des classes entre elles se transformaient. Le « bloc social » qui a, pendant les premiers mois après le 25 avril, assuré sa base à la phase démocratique de la révolution portugaise, s'est effrité, puis brisé, en même temps que s'accroissait le caractère socialiste du processus.

En même temps que le prolétariat industriel se lançait à l'assaut du pouvoir, les couches pléthoriques d'employés, de paysans moyens et même de paysans pauvres, restaient elles « en arrière », gardant leurs illusions démocratiques (bourgeoises). Insensiblement se préparait une situation que Marx caractérisait dans une phrase célèbre, parlant « du solo du prolétariat se transformant en chant funèbre ».

La révolution s'isolait, un nouveau type d'alliance de classe pour le socialisme, et non plus simplement pour la démocratie, n'ayant été ni réalisé ni même « pensé ». Car s'il est « naturel » qu'au sortir de quarante-huit années de fascisme, la révolution (socialiste dans sa dynamique) prenne d'abord l'aspect d'un combat pour la démocratie (on a connu le même phénomène après la chute de la dictature de Primo de Rivera, en Espagne, en 1931), il n'en reste pas moins que la tâche des révolutionnaires est, partant de là, de construire sur la

base d'un programme de transition et d'une tactique politique adaptée, l'alliance anticapitaliste de toutes les couches sociales intéressées à lutter pour le socialisme (c'est-à-dire ayant à y gagner quelque chose).

Or, c'est précisément ce qui a manqué au Portugal : ni programme de transition, ni politique concrète pour aller vers le pouvoir. Ces deux nécessités ont été remplacées, dans une grande partie de l'extrême-gauche, par des consignes générales, justes, certes, mais qui ne pouvaient éliminer « magiquement » le poids objectif du PS, du PC ou de la petite bourgeoisie urbaine et rurale. D'autant que ces partis, gonflés subitement par l'afflux de milliers de travailleurs, s'ils étaient plus ou moins d'accord, au départ pour envisager de gérer en commun une « démocratie avancée », se sont vite séparés — et ce bien avant les élections à l'assemblée constituante (25 avril 1975).

### Aucune alternative ?

Leur responsabilité respective est lourde. Le PS, par son projet social-démocrate. Le PC, par sa pratique ultra sectaire et autoritaire, et son orientation qui — en s'adaptant constamment aux rapports de forces internes au MFA — cherchait en fait l'installation d'un capitalisme d'Etat à façade militaire mais « sous pression » communiste. Pourtant, indépendamment de ces orientations en forme d'impasses, le fait même de la rupture de l'unité PC-PS, qui représentait une forme de l'unité politique de la classe ouvrière, créait dans la classe ouvrière un climat de tension peu propice à son avancée collective.

Le développement des organes du double pouvoir devait en pâtir, tant il est vrai que ces structures ne peuvent réellement vivre qu'en tant qu'expression la plus élevée de la démocratie ouvrière, impliquant la présence en leur sein de toutes les tendances du mouvement ouvrier. C'est là que les schémas utilisés par de nombreuses organisations révolutionnaires se sont révélés inopérants. Peut-on par exemple développer le pouvoir populaire contre une partie importante des travailleurs influencés ou organisés par le PS ? Et est-il possible

(Suite p. 20)

## le PSU : solidarité

Menacée par la sainte alliance des bourgeoisies d'Europe, menacée par l'impérialisme américain, la révolution portugaise doit être défendue. Sa victoire dépend, en partie, de la manière dont les travailleurs d'Europe sauront reprendre son exemple et élargir cette première brèche dans le dispositif capitaliste dans cette zone.

Déjà de nombreuses initiatives sont prises localement, en particulier par des militants du PSU, pour à la fois soutenir concrètement les travailleurs portugais, et informer les travailleurs français.

Meetings, débats, journées d'explications s'organisent dans toute la France.

En relation avec les travailleurs portugais immigrés et les organisations de la gauche révolutionnaire portugaise représentées en France, la vigilance ouvrière s'organise pour empêcher le boycott organisé par les groupes multinationaux qui ont des attaches au Portugal. Mais il faut aujourd'hui franchir une nouvelle étape.

La presse, la radio et la télévision, aux ordres de Giscard d'Estaing, que les spinoïstes remercient de son soutien à leur cause contre-révolutionnaire, déversent chaque jour les éléments d'une campagne dont le but est clair : il s'agit de préparer les travailleurs à un coup réactionnaire défendant « la démocratie » et « l'ordre » contre le « chaos » et le « communisme ».

Les organisations du mouvement ouvrier et révolutionnaire ne peuvent plus laisser passer cela sans réagir !

Le PSU, qui avait déjà pris l'initiative dans notre pays du soutien à la révolution portugaise et au pouvoir populaire naissant, a proposé publiquement au mois de juin la création d'un centre d'information pour la révolution portugaise, collectif unitaire pouvant proposer un matériel infor-

matif (journal, films, expositions...) à toutes les organisations (sections syndicales, sections et cellules des organisations politiques, associations diverses, comités...) qui le désiraient, sans pour autant constituer, à cette étape, un mouvement national de comités de base à vocation de masse.

Le PSU maintient cette proposition et c'est pour cela qu'il juge incorrecte l'initiative prise par « un certain nombre de camarades » dont l'appel à la création de comité de soutien à la révolution portugaise est paru dans **Politique Hebdo**.

● **Sur le fond d'abord** : cet appel assimile implicitement la formation du nouveau gouvernement provisoire à la préparation d'un nouveau Chili en Europe. Pratiquement se dégage alors une ligne suiviste à l'égard de certains courants de la gauche révolutionnaire portugaise, avec lesquels tout en maintenant des relations fraternelles, le PSU a déjà exprimé ses divergences.

D'un autre côté, le soutien aux commissions de travailleurs, de paysans, de « moradores », de soldats, soutien justifié, ne peut se faire non plus en faisant l'impasse sur les conceptions différentes qui existent sur la nature de ces organismes, « oubli » qui peut amener les comités de soutien à appuyer les tentatives de fuite en avant minoritaires, qui, comme on le sait, n'ont pas été absentes durant la crise de cet été au Portugal.

● **Sur la nature de l'initiative** ensuite. Les militants du PSU et des autres organisations de la gauche révolutionnaire ont déjà fait l'expérience des mouvements de comités de base, qui deviennent le champ clos des débats politiques inter-organisations, qui, indépendamment de leur nécessité par ailleurs, vident rapidement les comités de leur contenu de masse. L'expérience vécue à propos du Chili, où pourtant la lutte contre la représ-

## La réponse à la lettre de Fernando Marques

J'ai été très surpris de la façon dont Fernando Marques (TS n° 670) a donné une interprétation de mon article (TS n° 668). D'autant plus surpris que si, après trois semaines de présence au Portugal, j'avais choisi, avec d'autres camarades, de l'interviewer (TS n° 667) c'est que je me sentais très proche de ses analyses de l'époque. Certes mon article était très abrupt, ne serait-ce que parce qu'il avait été — pour des raisons de place — largement réduit (avec mon accord) par la rédaction de TS. Mais je pense n'avoir rien à retirer, sur le fond, à ce que j'ai dit.

Il n'est pas question de dire que la gauche n'existe pas en dehors de Lisbonne ou que les organisations d'extrême-gauche sont des groupuscules. Mon article doit être analysé comme un article paru non pas dans n'importe quel journal bourgeois mais dans TS, c'est-à-dire s'adressant à un public largement informé sur la situation de la gauche et de l'extrême-gauche portugaise et sur la réalité du pouvoir populaire. Ce dont il est question, c'est de l'appréciation politique de la création du front avec le PCP le 25 août, et de la signification politique du FUR ; le PCP, une fois exclu pour « capitulationisme » ; pas de la réalité des commissions de travailleurs, de soldats et des organisations révolutionnaires.

Je maintiens que le fait d'avoir fait avorter le compromis entre les « neuf » et le Copcon est un échec grave pour le mouvement révolutionnaire. Même si certains éléments de l'extrême-gauche ont joué un rôle de premier plan dans ce « capotage », il n'empêche que c'est le PC qui était tiré d'un mauvais pas.

Le problème, c'est donc de savoir de quoi le front était représentatif. J'ai dit que, lors de sa création, il correspondait aux intérêts politiques du PCP. Après exclusion du PCP, le front, maintenant, a une autre nature (ne représente pas la même chose) : j'y viendrai ensuite.

Le PSU se bat suffisamment en France dans le but d'imposer l'unité d'action pour ne pas la dénoncer si elle se réalise — réellement — au Portugal. Encore

sion donnait une base concrète à l'action unitaire, sera inévitablement répétée à une échelle bien plus importante à propos du Portugal dans les conditions actuelles.

Par ailleurs, la situation au Portugal ne vient en rien justifier politiquement une initiative de type « mouvement national de comité de soutien à la base », ou alors il faut dire exactement ce que l'on soutient et cela renvoie à des débats politiques préalables qui n'ont pas eu lieu.

La proposition, par contre, d'un centre d'information pour la révolution portugaise échappe à ces dangers, s'adresse très largement à toutes les organisations et mouvements, et peut sans attendre être concrétisée au plan national, départemental et local.

Les tâches de tels collectifs unitaires, si elles sont fondamentalement informatives, peuvent être aussi très concrètes :

- dénonciation des pressions internationales qui s'exercent sur la révolution portugaise ;
- vigilance ouvrière dans les entreprises qui ont des branches au Portugal ;
- jumelage avec les usines sous contrôle ouvrier ou en autogestion, afin de faire connaître ces expériences et leur assurer une solidarité concrète ;
- liaison avec les commissions de travailleurs portugais en France ; etc...

La Direction politique nationale du PSU renouvelle donc son appel et engage ses fédérations et sections à faire ces propositions à toutes les organisations du mouvement ouvrier et populaire. Dans le même sens elle soutient l'initiative des organisations révolutionnaires portugaises en France, de publier régulièrement un journal bilingue d'information.

Par ailleurs, à partir de ses propres analyses et des enseignements qu'il tire de l'évolution de la situation au Portugal, le PSU mènera une grande campagne politique et idéologique sur le thème « **pouvoir populaire et unité des travailleurs** ».

PSU - Direction Politique Nationale - le 21 septembre 1975 □

## Un acquis de la révolution : les coopératives agraires

*\*Le « nouveau cours » portugais remettra-t-il en cause la réforme agraire dans l'Alentejo ?*

Les grands propriétaires de l'Alentejo ont vu se développer depuis une vingtaine d'années, des luttes sociales importantes. Dans ce prolétariat du Sud, à 80 % rural, où l'on considère que la pratique religieuse ne dépasse pas 5 % de la population, le PCP a su s'implanter et développer son influence politique. Si, dans un premier temps après le 25 avril, le PCP a prodigué des conseils de prudence

quant à la réforme agraire, il a par la suite largement appuyé le vaste mouvement d'occupation des terres par les ouvriers agricoles.

### L'occupation des terres

A Casebres, village de 1 000 personnes, enserré entre les grandes propriétés, la plus grande partie des hommes et des femmes avait

l'habitude de travailler à Palma, en se levant très tôt le matin pour faire les deux heures de marche qui menaient sur les lieux de travail. C'est à Palma que, par deux fois après le 25 avril, les ouvriers et ouvrières agricoles ont obligé les patrons à écouter leurs revendications. Ceux-ci ont dû céder rapidement et les travailleurs de la région obtenaient une augmentation de 30 % du salaire. Les ouvriers permanents obtenaient quant à eux un 13ème mois de salaire, la semaine de 5 jours de travail et 15 jours de congés payés.



## une confrontation nécessaire

faudrait-il que, face au PCP, une orientation stratégique relativement unifiée existe. Or, jusqu'à présent, seul le PC a affirmé une stratégie globale : recentralisation d'un Etat déliquéscent, nationalisations, réductions des inégalités, aide des pays socialistes, par le biais d'une tactique « minoritaire » d'occupation des postes en « collant » aux militaires sans se préoccuper de construire autour de lui un bloc de classes qui l'appuie. La place occupée par le PCP dans le sixième gouvernement en démontre l'échec.

Après le revirement du PCP, passant d'une fausse tactique « classe contre classe » (du PS « ennemi principal ») à la participation à un gouvernement de restructuration de l'Etat bourgeois, où en est l'extrême gauche ? Le minimum d'accord stratégique, nécessaire à un rapprochement politique et à un accord programmatique n'existe pas. Aujourd'hui, au Portugal, un seul regroupement s'effectue du côté des organisations maoïstes UDP et FEC, ce qui ne va guère dans le sens de la perspective de F. Marques et du FUR.

Pour l'instant, le front n'a guère d'autres capacités que la mobilisation en commun ; mais la concurrence entre les organisations demeure forte, et le front n'est pas en mesure d'engager une réflexion collective et une avancée politique sur le problème qui a grevé considérablement le processus portugais : la faiblesse de la réflexion sur la transition. Ce n'est pas un hasard si le front continue à accorder en permanence son soutien au PCP et si la seule base d'accord est que « la démocratie bourgeoise imposée aux travailleurs par le biais du cinquième gouvernement ouvre la voie au fascisme ». Ce qui prouve l'incapacité à gagner les masses influencées par la social-démocratie et à comprendre la possibilité d'une forme de gestion bourgeoise de la société avec un rôle spécifique de l'armée, qui ne soit ni le fascisme ni la démocratie bourgeoise traditionnelle.

Le FUR m'apparaît déphasé par rapport à la réalité du pouvoir populaire ; les

initiatives de coordination sont dispersées etc. Et pourtant c'est bien sur ce pouvoir — et sur une extrême gauche relativement forte — que le nouveau gouvernement va buter.

Et le PCP n'est pas en situation de freiner les développements des luttes des ouvriers et des paysans.

S'il y a un recul aujourd'hui, la combativité n'est pas éteinte ; la responsabilité de l'extrême-gauche est donc très grande, dans sa capacité ou non à affirmer un projet révolutionnaire, un programme autour duquel construire l'avancée des luttes.

Je maintiens donc aussi ma conclusion de l'époque sur le problème de l'articulation entre pouvoir populaire et propositions globales. Par exemple, comment aborder maintenant la question des indemnités, clé de la reconstruction ou non d'un secteur capitaliste puissant. Si la gauche révolutionnaire n'avance pas dans cette voie (défense et extension simultanée du double pouvoir et développement de l'unité d'action offensive) le mouvement populaire restera désarmé devant les tentatives de reprise en mains, et elle risque de laisser l'armée « arbitrer » l'affrontement.

Je pense que, sans donner des leçons, « sans coup de poignard dans le dos », mais sans faiblesse — et tout en affirmant notre soutien résolu (cf. la semaine Portugal et la motion de la DPN) — il est de notre devoir de révolutionnaires de dire à nos camarades portugais ce que nous pensons de la situation et des stratégies à l'œuvre. C'est ce que nous faisons dans TS et aujourd'hui à travers la résolution de la DPN. La réaction de F. Marques à mon article montre que la confrontation est parfois difficile.

F. DESMOULINS ■

Mais le sort d'un ouvrier temporaire était moins enviable. Après une période de maturation politique active, dans une région où depuis un an sur tous les murs fleurissait le slogan « **A terra a quem a trabalha** », c'est solidairement que les 600 travailleurs et travailleuses de Casebres occupèrent les 80 ha de la propriété Azinheira le 1er mars 1975. Cette surface était loin de suffire pour que la communauté puisse vivre. Le 3, le 12 et le 18 mars d'autres propriétés furent occupées. Enfin, le 7 avril, un groupe de femmes travaillant dans une autre propriété décide, le travail terminé, d'occuper les terres. Certaines exploitations sont ainsi occupées en totalité. Les travailleurs constituent un livre d'actes dans lequel on proclame qu'à partir de ce jour, la terre sera exploitée par la communauté. Ce livre est soigneusement placé sous clé, dans le local de la coopérative : il symbolise la nouvelle légalité révolutionnaire. Les occupations ont reçu l'appui d'un groupe de militants, en grande partie du MES, regroupés dans un groupe d'action pour la réforme agraire (GARA), agissant avec l'IRA (Institut de réorganisation agraire). Depuis, ce groupe s'est transformé en centre régional de réforme agraire (CRRRA).

Les ouvriers ont commencé à mettre en valeur collectivement les terres, avec l'appui du MFA, intervenu pour aplanir les parcelles avec des équipements de génie militaire, de façon à pouvoir irriguer par gravité. Au cours de cette mobilisation, peu à peu sont apparues des transformations importantes dans les rapports sociaux. L'un des membres du groupe qui avait accumulé un petit capital par son travail en France, décida de donner à la coopérative qui venait de naître, toutes ses économies et son camion. Tout le travail a été accompli de manière collective.

### la vigilance populaire

La coopérative s'est organisée spontanément. Une assemblée générale se réunit tous les quinze jours. Le travail d'administration est réparti entre trois commissions (commission des travailleurs, commission technique et commission commercialisation) qui se réunissent généralement toutes les semaines. Le fonctionnement ne semble pas poser de problèmes. Les structures des coopératives ne sont pas officialisées. Les travailleurs de Casebres se sont donnés l'organisation qui correspondait à leurs besoins du moment.

Actuellement, la coopérative comprend 78 membres. Elle compte intégrer 15 à 20 membres en plus, et le village lui-même abrite 600 travailleurs et travailleuses prêts à y entrer. Mais actuellement, la coopérative ne peut encore assurer du travail permanent pour tous. Ainsi, une grande partie du village travaille encore à Palma ou dans des propriétés voisines. Ce travail permet d'alimenter la communauté en argent en attendant les bénéfices de la récolte.

Une vigilance nocturne est organisée pour surveiller les terres en production et éviter tout sabotage. Les grands propriétaires dont la terre a été expropriée n'ont pas réagi, mais il leur arrive quelquefois de se rencontrer. Dans d'autres districts de l'Alentejo, ils ont déjà attaqué et saccagé les centres de réforme agraire (Beja - Portoalegre). Notons que le blé semé par les anciens propriétaires ne leur sera pas pris. Il y a, de la part des travailleurs une sorte de respect du travail des autres et surtout une conscience claire que propriété et exploitation de la terre sont des choses différentes.

Pour agrandir la coopérative, les travailleurs et travailleuses du village pensent réaliser des petits barrages. La mise en irrigation de nouvelles terres apportera du travail pour beaucoup d'entre eux. Mais tout n'est pas réglé quant à l'avenir. Les tomates sont actuellement vendues à une usine de conserves qui peut pratiquement décider seule du prix. Les entreprises d'aval ne sont pas encore totalement contrôlées par l'Etat. De plus, la tomate est en grande partie exportée alors que le Portugal connaît un déficit de 27 % en blé et 60 % en maïs. Les travailleurs ont repris immédiatement les productions des anciens propriétaires qui assuraient des profits intéressants mais contribuaient à la dépendance économique du secteur agricole. Avec l'appui des militants du Centre de Réforme Agraire, les travailleurs ont peu à peu pris conscience de ces problèmes. Ils proposent de vendre une partie des tomates dans les quartiers pauvres des villes et à cet effet de constituer des circuits populaires de commercialisation. Si le revenu de la coopérative est trop élevé par rapport à d'autres coopératives, les travailleurs acceptent de réaliser une péréquation des bénéfices.

Mais la conscience politique des travailleurs de Casebres, même si elle peut par son exemple entraîner derrière elle beaucoup d'autres travailleurs, ne peut suffire actuellement à maîtriser la production agricole nationale. L'organisation d'une planification permettant d'atteindre les objectifs fondamentaux d'indépendance nationale pour les produits agricoles reste à faire...

Les militants du centre de réforme agraire sont aussi très conscients des dangers de division du travail et de division des responsabilités dans les unités de production de grande taille. Jusqu'à ce jour, à Casebres, tous les problèmes ont fait l'objet d'un débat populaire qui s'est traduit par des positions unitaires. A Casebres, les travailleurs du PS et du PC se retrouvent dans une action quotidienne sans qu'apparaisse aucun motif de discorde. La coopérative a refusé une aide financière importante du PCP de façon à éviter toute liaison avec un appareil qui puisse être source de division. Les travailleurs de Casebres savent montrer à tous ceux qui viennent les visiter ce qu'est pour eux le pouvoir populaire et demandent à tous ces visiteurs de bien vouloir en témoigner.

Michel GRIFFON ■

(Suite de la p. 18)



d'entraîner ces travailleurs sans, aussi, proposer l'unité d'action à la direction à qui ils font confiance ?

Sur ces problèmes fondamentaux, ces organisations, qui animent le plus souvent les commissions de travailleurs, de « moradores », de paysans, de soldats, etc..., ont en général emboîté le pas au sectarisme du PC, tout en proposant comme mot d'ordre immédiat ce qui ne pouvait être qu'un objectif (c'est là, entre autres, que le manque d'un programme de transition apparaît). Demander, par exemple, la dissolution de l'assemblée constituante, alors que des millions de travailleurs la considèrent encore comme un acquis et qu'aucune alternative de pouvoir n'existe (si non le « **bonapartisme militaire** ») est, de ce point de vue caractéristique.

### Les apprentis-sorciers

Le recul était donc, déjà, inscrit dans les faits. Aujourd'hui il s'exprime au sommet. La révolution est-elle « bloquée », voire « brisée » ?

Le « pas en arrière » était inévitable, ne serait-ce que pour aller à la reconquête de la masse des travailleurs salariés. Mais ce n'est pas la gauche révolutionnaire qui en a pris l'initiative et la direction, c'est la social-démocratie. Derrière, Melo Antunes (qui a fait en cela un mauvais calcul, à moins — qu'à la manière militaire — il ait d'autres cartes en poche) se sont engouffrées pêle-mêle la hiérarchie militaire effrayée par la décomposition de l'armée bourgeoise, la direction PS, et d'autres forces comme celles du PPD. Certes le premier ministre, l'amiral Azevedo, « **donne un minimum de garantie** » comme le déclare le capitaine Martos Gomès (un des responsables de l'organisation SUV - Soldats unis nous vaincrons, à l'édition en français du journal **Republica**). Mais le gouvernement de « **coalition ouvrier-bourgeois** » (PS-PPD-PC) installé, au moment actuel,

s'inscrit dans une logique qui ne peut être que celle de la remise en cause des principales conquêtes révolutionnaires. Y réussira-t-il ? C'est une autre affaire. Déjà tous les commentateurs insistent sur son caractère structurellement instable. D'un autre côté, les premières mesures de « reprise-en-main » (censure militaire...) ont dû être rapportées, devant le fait simple, combien caractéristique, de leur non-application.

Ce sont donc de nouvelles épreuves de force qui se préparent et peut-être même de nouvelles différenciations à l'intérieur du gouvernement, du conseil de la révolution et des partis se réclamant du socialisme. On parle même à Lisbonne de contradictions potentielles entre le gouvernement et le conseil de la révolution. Certes, une contre-offensive « frontale » n'est pas encore à l'ordre du jour, mais ses éléments existent. Car, dans l'ombre la réaction ouverte attend son heure. Le PS qui joue, en ce domaine, les « apprentis-sorciers », risque même de mettre ainsi en question sa propre hégémonie actuelle.

La nouvelle phase de la révolution exprime donc un rapport de forces défavorable. Mais ni la dynamique populaire, ni les potentialités politiques n'ont été brisées. Recul n'est pas défaite.

Il dépend, en définitive, des forces socialistes révolutionnaires portugaises de mettre à profit ces possibilités : dans l'extension, le renforcement et la coordination des organes populaires de démocratie directe et à travers une lutte systématique pour l'unité d'action, de la base au sommet de toutes les forces du mouvement ouvrier.

Quant au PSU, il fera tout son possible pour aider à ce combat, en même temps qu'il mènera en France, sur la base des premiers enseignements de la révolution portugaise, une large campagne politique pour le pouvoir populaire et l'unité des travailleurs.

Maurice NAJMAN ■

## La guerre civile au Liban et la résistance palestinienne :

## le tournant

Il y a moins d'un an la résistance palestinienne se faisait reconnaître internationalement : Yasser Arafat était accueilli triomphalement à la tribune des Nations-Unies, avec tous les égards dus à un chef d'Etat. Ce mois-ci Sadate signe un accord de désengagement militaire avec Israël qui ouvre la voie à un engagement politique, sous l'ombrelle américaine, sans même prendre l'avis des Palestiniens. Où en est, aujourd'hui, la révolution palestinienne ?

L'accord égypto-israélien de désengagement partiel commence à porter au Moyen-Orient les fruits qu'en attendait Kissinger. En effet, après la guerre d'octobre 1973, étaient apparues des conditions pouvant déboucher sur une solution politique des problèmes de la région, grâce à un rapport de forces (sur le plan militaire, mais aussi politique) plus favorable aux Palestiniens.

Cette évolution contribuait à modifier les attitudes. Du côté des Palestiniens eux-mêmes, qui ne se battaient plus « le dos au mur » mais voyaient poindre les possibilités d'un règlement. Du côté de l'opinion arabe dont une partie n'excluait plus totalement une solution transitoire de coexistence avec un Etat d'Israël qui aurait abandonné les conquêtes de 1967 et admettrait le droit des Palestiniens à construire un Etat sur une partie de la Palestine. Du côté enfin de l'opinion israélienne où certains courants commençaient à admettre l'idée qu'une injustice très grave avait été commise à l'égard des Palestiniens et que les seules frontières de sécurité véritables n'existeront qu'avec une paix réelle acquise au cours d'une négociation globale entre le front constitué par les Etats arabes et les Palestiniens d'une part, et Israël d'autre part. Cette prise de conscience dans les opinions populaires restait encore limitée mais représentait les prémices d'un rapprochement possible pour débloquer la situation dans l'intérêt des peuples de la région.

La décision historique de l'OLP en juin 1974 de créer un pouvoir national sur toute parcelle de territoire libéré, considérée comme une étape vers l'Etat laïque et démocratique, permettait à moyen terme de donner une consistance réelle à ces perspectives de rapprochement.

## les fruits de l'accord

Il faut croire qu'une telle démarche — qui atténue les positions nationalistes, freins à la lutte des classes dans toutes les régions du Proche-Orient —, est lourde de dangers pour l'impérialisme américain, pour l'établissement sioniste et pour les bourgeoisies arabes. Kissinger a donc fait accepter par l'Egypte et Israël un accord de désengagement qui bloque à court terme toutes perspectives de solutions pour la résistance palestinienne, plus isolée qu'auparavant. En contrepartie de cet accord, la bourgeoisie égyptienne croit pouvoir avec l'aide de la technologie américaine et l'argent des pétroliers trouver une issue à une crise économique catastrophique, tout en restant à l'abri de la concurrence économique d'Israël.

Israël obtient une aide économique considérable qui lui permet d'atténuer ses difficultés sociales internes issues de la guerre d'octobre. En échange du gel du front égyptien, l'Etat sioniste obtient également un soutien militaire matériel important



qui vise à améliorer le rapport de force face aux Palestiniens et aux Syriens.

## du miracle à la guerre permanente

La situation actuelle du Liban illustre bien cette évolution du rapport de forces. La droite libanaise est encouragée à affaiblir politiquement et militairement les forces populaires libanaises radicalisées par le conflit israélo-arabe et la résistance palestinienne. La guerre civile au Liban est donc le premier résultat tangible des accords Kissinger. La tentative d'arbitrage de la Syrie vise à rétablir le statu-quo précédent, ce qui, avec le silence de Yasser Arafat, révèle la position défensive dans laquelle se trouvent les forces progressistes arabes.

C'est un nouveau tournant important pour la résistance palestinienne. Il lui faut éviter que se retourne contre elle sa dépendance de fait vis à vis de la force militaire de l'ensemble des bour-

geoisies arabes, dépendance pourtant nécessaire dans sa lutte contre Israël.

Les bourgeoisies arabes semblent de moins en moins disposées à faire des sacrifices pour la résistance palestinienne. Celle-ci, pour sortir de son isolement et ouvrir des perspectives révolutionnaires pour la région, devra rechercher une liaison plus étroite encore avec les masses populaires arabes et tenir compte dans sa tactique et sa stratégie de l'existence en Israël de forces telles que les Panthères noires (et pas seulement elles) qui commencent à s'engager dans la lutte des classes aggravée en Israël, et qui sont amenées, tout en affirmant leurs droits à l'existence nationale qu'elle ne considère pas contradictoire avec celle des Palestiniens, à remettre en cause la structure et les objectifs du sionisme. Il lui faudra en fin consolider ses appuis auprès des forces populaires extérieures à la région, et cela renouvelle encore l'exigence de notre soutien et de rapports politiques étroits.

Gérard AKOUN ■

## un message du psu aux panthères noires d'Israël

Camarades,

Le PSU salue la lutte des Panthères noires d'Israël réunies en congrès à Tel Aviv le 23 et 24 septembre 1975. Le soutien à votre lutte apparaît d'autant plus important au PSU que semble s'esquisser pour la première fois en Israël une contestation du sionisme sur une base de masse à partir des problèmes concrets qui se posent à la population d'origine sépharuite qui est numériquement majoritaire en Israël mais est exploitée et considérée en minoritaire. Cependant la lutte populaire ethnique ne doit pas effacer la lutte de classe. Il est donc urgent qu'en Israël se regroupent les forces populaires, les organisations antisionistes, que s'ouvre un grand débat sur une orientation clairement antisioniste et anticapitaliste de la lutte engagée.

Doit être également posé le problème de la jonction du combat des antisionistes en Israël avec la lutte de libération nationale du peuple palestinien.

Vous connaissez le soutien que nous avons toujours apporté à la lutte de libération nationale du peuple palestinien.

Quelles que soient nos divergences d'appréciation, nous nous félicitons de la coordination que vous recherchez entre votre action et celle des travailleurs arabes dans les territoires occupés et dans les autres pays du Moyen-Orient.

C'est dire l'importance que nous accordons au sens de votre combat et à la prise de conscience de plus en plus claire qui se manifeste dans votre pays contre les structures sionistes. Elle doit être encouragée et mérite notre soutien.

Tous nos vœux de réussite à vos travaux.

Le Bureau national du PSU ■

# la vie (contestée) de Maurice Thorez

Nous avons reçu de Philippe Robrieux, auteur de « La vie publique et privée de Maurice Thorez », une mise au point en réponse à la critique que Victor

Fay avait fait de son livre (TS n° 665). Nous en publions de larges extraits, avec la réponse de notre camarade.

## ● une lettre de Philippe Robrieux

« (...) Vous comprendrez que je tiens à ce que les camarades qui lisent *Tribune Socialiste* connaissent ma protestation indignée contre ce qui ne relève plus de la critique, mais d'une attaque calomnieuse portant atteinte à la fois à mon honneur de militant et à ma dignité professionnelle d'historien. Et, en effet, vous admettez avec moi qu'il n'y a pas de crime plus grand pour un historien marxiste que de romancer.

« Pour étayer cette condamnation, le camarade Victor Fay me reproche d'abord un parti pris et des sentiments haineux vis-à-vis de Thorez (ce que je conteste formellement), ensuite et surtout « des témoignages contestables et douteux » qui m'auraient amené à commettre « un certain nombre d'inexactitudes et d'erreurs ». Je serais effectivement grandement coupable si je basais une seule interprétation, même une seule fois, sur un témoignage, même non douteux. Mais, il n'en a rien été. Et je m'en suis toujours tenu à la méthode historique qui fait obligation de critiquer systématiquement une source par d'autres (totale-ment différentes). En l'absence de certitude, j'ai toujours scrupuleusement indiqué que je m'en tenais alors à une hypothèse, à défaut de pouvoir conclure.

« Mais, il y a beaucoup plus grave ; force m'est de constater qu'après avoir fait planer une suspicion aussi grave sur la rigueur et l'honnêteté de mon travail, le camarade Victor Fay n'avance qu'un seul exemple concret d'erreur, à propos de la rédaction de *Fils du peuple*. Il assure que Fréville en a été l'auteur, et que je me suis laissé tromper par le secrétaire abusif « de ce dernier, faute dit-il d'avoir confronté », après la mort de Fréville, le témoignage de ce secrétaire abusif avec d'autres.

« Il est regrettable que le camarade Victor Fay n'ait pas lu plus attentivement mon travail. Il aurait alors vu que je fonde ma reconstitution de la rédaction de *Fils du peuple*, non sur le seul témoignage de Viersboloviecz, collaborateur de « Fréville », mais d'abord sur des documents écrits irréfutables (en l'occurrence la correspondance Fréville-Viersboloviecz qui ne laisse aucun doute sur la qualité de l'apport de ce dernier. En particulier dans certaines lettres de Fréville à Viersboloviecz (...).

« Contrairement à l'affirmation du camarade Victor Fay, qui semble l'ignorer, avec autant de légèreté que de superbe, une partie non négligeable des archives du Komintern — concernant le Parti français, mais aussi le Parti chinois et d'autres — a déjà été publiée à Moscou, depuis 1969, pour un certain nombre de pièces fort instructives : télégrammes, sténogrammes, instructions, etc. (...).

Ph. R. ■

## ● La réponse de Victor FAY

J'ai écrit, dans mon article, que « cette œuvre forme un curieux mélange d'une étude universitaire reposant sur une abondante documentation... et d'une biographie romancée ».

En parlant d'une « biographie romancée », j'avais surtout en vue le portrait psychologique de Thorez, que je trouve trop subjectif et en grande partie erroné. Disons, pour être plus précis, qu'il s'agit d'un « portrait psychologique romancé ». Je n'ai jamais parlé « des sentiments haineux » de Robrieux vis-à-vis de Thorez, mais d'une « biographie passionnée ». La distance est considérable !

Un militant sincère peut être emporté par la passion et un historien honnête peut se tromper ou être trompé. C'est ainsi que Robrieux admire sans réserve Laurent Casanova et critique sans retenue Jeannette Vermeersch. Une approche plus nuancée du premier, plus sereine de la seconde eût été préférable.

Quant aux erreurs, que Robrieux conteste en bloc, je maintiens qu'il n'a pas toujours vérifié ses sources avec une attention nécessaire.

C'est ainsi qu'il ignore la compo-

sition exacte de la délégation du Komintern envoyée en France en 1931. Il écrit que l'instructeur du Komintern, Georges Kagan, est mort en France en 1943, alors qu'il est mort à New York en 1944. Il confond la femme de Fréville, Liba Lipska, avec l'employée de maison, Nadia. Il reprend, sans nulle preuve, les ragots sur les relations de la future Mme Léon Blum avec l'ingénieur Jean Lipski. Il affirme que Fréville, collaborateur juridique d'Anatole de Monzie, avait établi des relations entre ce dernier et Thorez, ce qui est inexact. C'est avec l'ambassade soviétique que Fréville avait noué des contacts sur la demande de de Monzie.

En ce qui me concerne, et contrairement à ce qu'affirme Robrieux, je ne me suis jamais « occupé des cadres », ce qui laisse entendre de leur sélection et de leur contrôle. J'étais responsable de la formation des cadres et des écoles du parti. Confusion fâcheuse ! J'aurais pu moi aussi parler de l'atteinte à mon honneur de militant. Mais je n'ai pas le goût de la dramatisation. Je démens également l'affirmation de Robrieux, selon laquelle j'aurais été « lié avec Thorez et Vermeersch pendant une certaine période de l'après-guerre ».

Robrieux a-t-il consulté Jeannette Vermeersch et Georges Cogniot au sujet de *Fils du Peuple* ? De son vivant a-t-il interviewé Jean Fréville, principal intéressé, dont il conteste la contribution ? Il aurait pu avoir une notion plus exacte et plus complète des circonstances dans lesquelles cet ouvrage avait été conçu et exécuté.

Les archives du Komintern, soigneusement sélectionnées, commencent à être publiées. Robrieux est-il naïf au point de croire que les notes et rapports confidentiels, sans parler des délibérations du secrétariat, des sections et des commissions, feront partie de cette publication ?

Je n'ai jamais eu l'intention de faire un compte-rendu du livre de Robrieux. Aussi bien dans *Tribune Socialiste* que dans *Quinzaine Littéraire*, j'ai fait préciser qu'il s'agit — à propos du livre de Robrieux — de ma vision personnelle de Thorez.

Concluons : malgré certaines erreurs et partis pris, cet « essai biographique » apporte une contribution intéressante à la connaissance de l'appareil du PCF et, par ricochet, du Komintern.

V.F. ■

## l'ouverture du Centre populaire de formation socialiste déjà 300 adhérents...

Vendredi 19 septembre, devant plus de 300 personnes, s'est tenue la séance inaugurale du Centre populaire de formation socialiste. Victor Leduc a introduit la discussion autour du thème « le marxisme dans le combat pour l'autogestion socialiste » et Gilbert Estève, Victor Fay et Maurice Najman ont successivement présenté les différents cycles d'études.

Déjà deux cycles (« **Marxisme et philosophie** », « **Analyse marxiste de l'idéologie** ») ont commencé mardi et vendredi dernier. La semaine prochaine c'est au tour des cycles « **Histoire du mouvement ouvrier** » et « **Critique des pratiques sociales** ».

### Mais on peut encore s'inscrire !

De plus tous les cours seront édités en cassettes, pour l'usage des camarades de province, mais aussi pour tous ceux qui veulent pour eux-mêmes retravailler les sujets. Ces cassettes seront vendues à l'unité (27 F), mais aussi par abonnement (20 F).

### Bulletin d'inscription au CPFS

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Je désire m'inscrire au cycle :  
● **Marxisme et philosophie** :  
● **Analyse marxiste de l'économie** :  
● **Histoire du mouvement ouvrier** :  
● **Critique des pratiques sociales** :

Prix : un cycle, 25 F ; deux, 40 F ; trois : 50 F et quatre : 70 F.

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de M. Pierre Garrigues.

### Bulletin d'abonnement aux cassettes du CPFS

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....

Je désire m'abonner aux cassettes du cycle :

- **Marxisme et philosophie**
- **Analyse marxiste de l'économie**
- **Histoire du mouvement ouvrier**
- **Critique des pratiques sociales**

Chaque abonnement pour un cycle comporte douze cassettes livrées avec le plan des exposés et une bibliographie :

Prix : 1 cycle : 240 F ; 2 cycles : 450 F ; 3 cycles : 650 F ; 4 cycles : 830 F.

Renvoyer ce bulletin à CPFS, avec un chèque libellé à l'ordre de M. Pierre Garrigues. ■

Peut-être pourrions-nous voir, dès cet hiver, dans les salles d'art et essai et ciné-clubs, les quelques films sélectionnés au XI<sup>e</sup> festival international du jeune cinéma qui s'est déroulé à Toulon du 9 au 16 septembre ?

Il s'agit tout d'abord de **Chergui** (le silence violent) du marocain Moumen Smihi, qui nous plonge dans la vie et l'atmosphère d'une famille de Tanger à la fin de la colonisation espagnole. Au-delà du désespoir de la femme dont le mari veut prendre une deuxième épouse, ce film dépeint subtilement les paradoxes d'une société où coexistent deux civilisations et dans laquelle le pouvoir féminin est beaucoup plus important que l'on a coutume de penser.

Moins sobre, plus violent, **Le dernier Été** de Hristo Kristov (Bulgarie) relate les réactions des habitants d'un village qui doit être détruit et recouvert par les eaux d'un barrage. Les jeunes partent sans trop de regret, attirés par la ville. Les plus vieux résistent. Le plus récalcitrant est un homme passéiste, violent, sauvage, mais qui ne peut vivre seul.

**Noua** d'Abdelazid Tolbi (Algérie) évoque la lutte du peuple algérien contre le colonialisme français en faisant apparaître la collaboration des riches avec l'opresseur. Enfin **Vogul** exprime avec beaucoup de finesse la crise que provoque chez un homme la mise à la retraite ; alors que tout semble fini, un espoir peut naître... A travers le bilan d'une carrière, c'est aussi celui d'une certaine bureaucratie et de son arbitraire que ce film met en question.



On voit — à travers ces quelques exemples — que le jeune cinéma a beaucoup de choses à dire et que — loin d'en être coupé — il constitue un reflet des réalités politiques et sociales. Malheureusement sa dif-

fusion est très restreinte. Un film qui ne répond pas aux codes et aux schémas traditionnels, qui ne propose pas l'évasion, le suspense, la violence ou le sexe, a peu de chance d'être distribué, les circuits

commerciaux (ex-UGC) décidant « ce qui marchera » ou « ne marchera pas ». Reste la chance que propose le festival de Toulon ; celle d'être sélectionné par un jury et remarqué par les journalistes.

Devant cet état de fait, quelles solutions, quelles mesures ? Un festival ? Oui, c'est un acquis, mais qui n'est pas suffisant et qui a un caractère négatif : celui de l'élitisme par la sélection, faisant du film une marchandise. Multiplier les salles d'art et d'essai, développer la création dans les centres culturels, les universités et les associations ? Ce sont des vœux formulés par M. Viot, directeur général du Centre national cinématographique, de passage à Toulon, mais qui s'est empressé d'ajouter que le CNC avait peu de moyens...

Devant cette carence, plusieurs dizaines de cinéastes ont décidé de se regrouper au sein d'une coopérative de diffusion, le Collectif du jeune cinéma qui disposera d'une salle de projection à Paris (le ciné-théâtre Dallery, 6, passage Dallery).

Il est certain que le développement de circuits parallèles est un pas en avant qu'il faut favoriser. Cependant la lutte doit se mener également contre les circuits commerciaux, contre le cinéma marchand, abêtissant et aliénant : les habitudes se prennent vite...

Le festival terminé, les deux salles qui l'avaient accueilli ont repris la couleur locale en affichant **Bruce Lee**. Le Jeune cinéma à Toulon : un simple intermède...

Marie-José LEMOI ■

## Kateb Yacine un écrivain et un militant

L'évolution de Kateb Yacine est celle même de l'Algérie, dont il est le plus grand écrivain. Tant que l'essentiel était pour lui de faire entendre sa protestation, prenant en charge celle du peuple algérien, contre la présence française sur la terre des aïeux, Kateb Yacine s'est exprimé en français. Il parlait aux Français et, à travers eux, aux grandes puissances du monde occidental.

Aujourd'hui, l'indépendance conquise, il se tourne vers le monde arabe. Il le fait au moyen de deux plè-

ces, Mohamed, prends ta valise, et La Guerre de 2 000 ans. (1)

Mohamed, prends ta valise qui, au cours d'une précédente tournée, surtout dans les Maisons de jeunes, a déjà touché plus de 40 000 spectateurs, est une pièce sur l'immigration, qui met en garde les Algériens d'Algérie et de France contre une nouvelle forme de tutelle, aussi insupportable que l'ancienne, la tutelle économique : ils sont vis-à-vis d'elle désarmés parce que seuls.

Dans la Guerre de 2 000 ans, d'écriture plus récente, Kateb Yacine et

ses camarades de l'ACT (Action culturelle des travailleurs d'Alger), répudiant tout parler européen (ils ont même traduit l'Internationale), s'adressent en tant qu'Algériens aux peuples de langue arabe et proposent une réflexion en commun. Comme l'Homme aux sandales de caoutchouc, méditation politique sur trois guerres, la guerre d'Indochine et du Vietnam, et entre elles, en pointillé, la guerre d'Algérie, La guerre de 2000 ans, en effet, invite à revenir sur ces deux modes d'affrontement que sont la guerre d'indépendance et le combat révolutionnaire. La Palestine et le Maghreb sont placés ici dans le sillage éclairant du Vietnam. La lutte contre les grandes puissances n'a de valeur que si elle se double d'un combat plus intime, combat de chacun pour faire triompher en soi et en dehors de soi le socialisme

— de façon différente, particulière, pour chaque peuple.

La pièce fait alterner des moments d'histoire (naissance de l'Algérie, rôle des femmes dans le combat révolutionnaire, manœuvres du fascisme...) avec des scènes de la vie quotidienne. Elle évoque l'amitié difficile de Mohamed et de Moïse, dressés à se haïr par leurs chefs religieux. Les démêlés sont cocasses. La spontanéité des acteurs porte alors une parole qui, en même temps qu'efficace (au moins sur ses vrais terrains d'action), se veut proche, amicale.

Dominique NORES ■

(1) La Guerre de 2000 ans et Mohamed, prends ta valise sont présentés par le Festival d'Automne aux Bouffes du Nord, 209 rue du Faubourg St-Denis - en alternance jusqu'au 28 septembre.

## A propos du Chat Beauté de Paul Guth ne vous fiez pas au chat noir !...

Non content de se ridiculiser publiquement en décrivant de façon détaillée et avec fierté l'attitude stupidement gâtée qu'il adopte vis-à-vis de son chat « Beauté » (et de sa femme par extension), Paul Guth prend son pied à évoquer sans détours la facilité et le plaisir qu'il éprouve à « traîner les gens dans la boue ». Ainsi, d'un article qu'il publia sur Paul Léautaud et qu'il cite dans son Chat Beauté, « les grosses mains noueuses faites pour maudire les enfants ou pour montrer la porte aux servantes d'un index vengeur : chienne, carogne ! ».

Lorsqu'on en arrive à céder et même précéder les moindres désirs de son chat, en ignorant totalement tout le reste du monde, c'est inquiétant...

Lorsqu'on considère, avec un tel sérieux, qu'un chat mâle une fois castré se transforme en la plus parfaite et la plus adorable des maîtresses, complice de ses moindres désirs et de ses pensées les plus profondes, cela devient désespéré !

L'auteur se vante de bien connaître les chats, alors qu'il les voit si mal au travers du miroir déformant de son esprit traumatisé !

Paul Guth espère de sa femme et de son chat l'attitude de soumission qu'il estime que le sexe « fort » est en droit d'attendre du sexe « faible ». ... Il reproche à sa femme d'avoir voulu castrer son chat, alors que lui-même a châtré son épouse en l'empêchant de continuer à exercer sa profession d'une part, et en lui refusant la possibilité d'une maternité d'autre part, pour l'avoir toute entière à sa seule disposition. Bref, femme et chat sont ravalés au même échelon d'esclaves raffinés destinés à servir et divertir leur seigneur et maître ! Avec une légère discrimination toutefois, car si le chat, cet animal intelligent et plein de personnalité, résistera, la femme elle ne s'en sortira pas... car sans l'homme n'est-ce-pas, elle n'existe pas !

Comment ce type fait-il pour ne pas se dégoûter de lui-même ? Dans son roman, il a baptisé du nom de Paul Guth son voisin qu'il ne peut supporter ; et qu'il traite « d'empoisonneur ». Cela tourne-t-il vraiment rond dans la petite tête de Paul Guth, le « naïf » qui pense ainsi régler ses comptes avec lui-même et se déculpabiliser.

Son livre le Chat Beauté est un parfait traité d'égoïsme et de phallogocritie, peut-être une mauvaise histoire d'amour avec son chat, mais un excellent exemple de haine de l'espèce humaine...

C. LENDER ■

A propos de

# POTEMKINE

## la révolution pétrifiée

Tout miser en 1975 sur le caractère explosif d'événements qui remontent à 1905 représentait un pari audacieux. D'autant plus imprudent qu'à propos de la révolte du Potemkine qui fut la répétition générale de la révolution russe de 1917, tous les spectateurs avaient en tête le film d'Eisenstein. Le cinéaste russe y faisait vivre avec les accents d'une épopée subversive la mutinerie du plus grand cuirassé de la flotte russe, dernier rempart dans la Mer Noire d'un empire vermoûlu.

Le comparais du film avec le spectacle dit total tenté par Robert Hossein au Palais des Sports à Paris n'en est que plus navrante. Son parti pris étriqué de ne s'en tenir qu'aux faits sans référence aucune à d'autres moments chauds de l'histoire, à d'autres luttes révolutionnaires, sans mise en relief des implications modernes de cette révolte, aboutit finalement à la trahir. La contestation est émoussée.

Compte tenu des moyens matériels formidables, notamment le savant mélange de théâtre, de cinéma, de chorégraphie, de choeurs parlés, ce spectacle aurait pu être une fête jaillissante de vie. Au lieu de cela le spectateur passif assiste en étranger aux gesticulations des acteurs du Théâtre populaire de Reims.

Ainsi, pendant la scène de la répression tsariste à Odessa, Robert Hossein s'est contenté de faire paraître quelques flammes sur l'écran transparent placé au travers de la scène. Ça, un spectacle total pour lequel Europe 1 nous assène à longueur d'émissions une publicité massive ? Peut-être aurait-il été plus percutant de montrer, en même temps que ces moments d'acteurs forcement limités, des séquences cinématographiques sur les mouvements de masses du front populaire, de mai 68 ou pourquoi pas sur le Portugal en 1975. Pour ce qui est de l'utilisation du cinéma, le peu qui nous est donné à voir, deux heures durant quand même, est le portrait tourmenté de Robert Hossein. Récitant qui ne récite pas et dont on ne comprend pas très clairement le rôle dans l'affaire. Du reste, l'idée de faire parler un récitant extérieur à ce qui est donné à voir, de faire chanter des chanteurs extérieurs à l'action qui se déroule sur scène, apporte une froide distance alors qu'il aurait fallu appuyer les effets dynamiques qui auraient emporté le spectateur dans un tourbillon irrésistible. Là aussi le rapprochement avec un autre « spectacle » historique 1789 est accablant pour le Potemkine d'Hossein.

Les 18 tonnes sur scène au moment de la rencontre du Potemkine et du Georges Victorieux ne suffisent pas. De même que ne suffit, pour éviter les travers du folklore superficiel, l'origine russe du metteur en scène. Faire populaire ne nécessite pas forcément ce genre de concessions. Peut-être était-il trop demander à Robert Hossein d'avoir une optique révolutionnaire sur un sujet éminemment révolutionnaire. Du moins aurait-il pu éviter de singer les ratages du réalisme socialiste à la Jdanov. Il est des saluts à la révolution qui ressemblent aux recueils devant le monument aux morts.

Alain TLEMEN ■

